

AMIRA

**Groupe de recherche pour
l'Amélioration des Methodes
d'Investigation en milieu Rural Africain**

BILAN DES TRAVAUX

**de la création du groupe
à la mi-78**

Juin 1978

AFIRD

**Association Française des Instituts de Recherche
pour le Développement**

A.M.I.R.A.

Groupe de recherche pour
l'Amélioration des Méthodes d'Investigations en milieu Rural Africain

Juin 1978

BILAN DES TRAVAUX EFFECTUES PAR LE

GROUPE AMIRA

DE SA CREATION A LA MI-78

A.F.I.R.D.

(Association Française des Instituts de Recherche pour le Développement)

ERRATA

- P. 18, 2^e paragraphe, 9^e ligne : au lieu de "ce secteur monétarisé", lire "ce secteur étant monétarisé".
- P. 42, 8^e ligne : au lieu de "constructions", lire "contradictions".
- P. 42 bis : supprimer la 1^e des 2 lignes "schéma des interdépendances".
- P. 52, 6^e ligne : au lieu de "qu'il achète définit", lire "qu'il achète (2) définit".
- 10^e ligne : au lieu de "22 (2)", lire "22 (3)".
- bas de page : ajouter la note 3 :
"(3) P. VERNEUIL. Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et transfert de valeur".
- P. 64, 2^e paragraphe, 7^e ligne : au lieu de "minimiser", lire "maximiser".

A.M.I.R.A. est un groupe de recherche informel qui réunit des personnes de l'I.N.S.E.E. (Département de la Coopération), du Ministère de la Coopération et de l'O.R.S.T.O.M., et fait appel à des consultants.

L'essentiel de la contribution financière est assuré par le Ministère de la Coopération.

Le Secrétariat est assuré par l'I.N.S.E.E. - Coopération (bureau 428, 18, Boulevard Adolphe Pinard - 75675 PARIS Cédex 14. Téléphone : 540 - 13 - 53 et 54).

L'édition est assurée par l'A.F.I.R.D. (58, Boulevard Arago - 75013 PARIS. Téléphone : 331 - 28 - 01 et 38 - 16)

Les textes publiés n'engagent que leurs auteurs, et non les organismes cités.

Ce volume a été rédigé par M. SURGERS (Ministère de la Coopération, avec la collaboration de G. WINTER (INSEE), responsable du groupe AMIRA.

Les publications du groupe AMIRA réalisées par l'AFIRD en 1978 et actuellement disponibles s'organisent de la façon suivante :

- Bilan des travaux effectués par le Groupe AMIRA, de sa création à la mi-78 (60 P, Juin 78

Ce volume constitue une présentation du groupe, de ses travaux, de ses propositions. Les autres volumes décrivent plus particulièrement certains instruments, certaines méthodes pour lesquels le groupe propose des améliorations, ou qui constituent des innovations :

- Les fichiers de village ; problématique générale et expérience gabonaise (70 P, Juin 78)
- Méthode d'évaluation des projets (100 P, Février 78)
- Les enquêtes statistiques auprès des ménages (en cours de rédaction)

Ce volume reprend "La pratique des enquêtes auprès des ménages", publiée par la revue Statéco dans son n° 14 (Février 78) et par AMIRA comme note n° 20, en l'illustrant et en le complétant par de nombreux exemples;

D'autres volumes sont en préparation.

- L'un présentera une recherche en cours sur les indicateurs de transition (1)

(1) Pour avoir plus de précisions sur ce thème, on peut se rapporter aux paragraphes 1.2.1.3. P. 35, et 2.3.2. P.

- D'autres présenteront de façon plus synthétique et cohérente différents thèmes importants abordés dans les notes de travail (La théorie de la transition ; l'investigation en milieu rural et la pratique du développement ; l'analyse du milieu humain dans le cadre des projets ; la planification ; la critique des méthodes courantes d'enquête statistique, avec des propositions d'amélioration...).

Les publications AMIRA-AFIRD, et en particulier le présent "Bilan", font fréquemment référence aux notes de travail du groupe, à diffusion plus restreinte, dont la liste figure en P. 2 du présent volume. Les personnes intéressées par des points particuliers, sur lesquels elles voudraient des informations complémentaires, peuvent obtenir celles de ces notes qui les intéressent en les demandant à l'INSEE-Coopération, groupe AMIRA, bureau 428, 18, Boulevard Adolphe Pinard, 75675 PARIS Cédex 14 (Tél. : 540.13.53 et 54).

SOMMAIRE

	Pages
Liste des publications AMIRA	III
O. INTRODUCTION	1
O1. Présentation rapide du groupe	1
O2. Liste des notes publiées au 1er Juin 1978	2
O3. Les publications AMIRA-AFIRD	11
O4. Perspectives	12
1. LA DEMARCHE DU GROUPE	14
11. Critique des outils et des méthodes	14
12. Principes méthodologiques de base	21
121. De la systématisation de la réflexion à l'approfondissement théorique	21
1211. Les niveaux de décision	21
1212. La classification sociale	28
1213. La théorie de la transition	30
122. La recherche de cohérence	36
2. METHODES ET OUTILS A CARACTERE INTEGRATEUR	38
21. Une optique à conserver en permanence ; la prise en compte des niveaux de décision	38
22. Une méthode possible pour avoir une vision globale et promouvoir des actions intégrées : l'analyse de système	41
221. La compréhension du milieu	41
222. Choix des actions de développement et des méthodes d'investigation corres- pondantes	42
23. Des outils qui favorisent une vision globale de la réalité	46

	Pages
231. L'enquête de description d'échantillon	46
232. Les indicateurs de transition	50
233. Le fichier de villages	53
3. UN CADRE INTEGRATEUR POUR L'INVESTIGATION	55
31. Les enquêtes de base	56
311. La synthèse des données existantes	57
312. Les enquêtes de base proprement dites	57
313. Détermination d'entités régionales ou zonage	59
32. La planification	62
33. Les enquêtes de description d'échantillon	69
34. Les enquêtes spécifiques	71
341. Enquêtes sur un sujet particulier	72
342. Enquêtes quantitatives intégrées	73
4. PERSPECTIVES	
41. Quelles informations, pour quelles utilisations et quels objectifs	75
42. Comment recueillir l'information	77
43. Comment traiter et analyser l'information	78
44. Comment utiliser l'information pour la décision	78

+ +

+

O. INTRODUCTION

O.1. PRESENTATION RAPIDE DU GROUPE

Créé au début de 1975, AMIRA est un groupe de travail informel qui a pour objectif "l'Amélioration des Méthodes d'Investigation socio-économiques en milieu Rural Africain". Le secrétariat est assuré par le service Coopération de l'INSEE. Y participent des personnes ayant une expérience de l'investigation socio-économique en Afrique, appartenant à l'INSEE, au Ministère de la Coopération et à l'ORSTOM, et financées par ces organismes. Une subvention de fonctionnement est fournie par le Ministère de la Coopération. Le groupe fait parfois appel à des consultants extérieurs.

Depuis sa création, le groupe AMIRA a produit des notes de travail à petite diffusion (environ 200 exemplaires), qui n'avaient pas la prétention de constituer un tout cohérent ou exhaustif : elles traitaient certains sujets, d'abord ceux sur lesquels les membres avaient des suggestions à faire. Progressivement des thèmes importants qu'il fallait approfondir émergèrent ; la réflexion se structura autour de quelques lignes de forces : les points de convergence des démarches des différents membres du groupe apparurent plus clairement. Les notes suivantes furent de plus en plus volumineuses (1).

Voici la liste des notes publiées entre la date de la création du groupe et la fin du mois de Mai 1978.

(1) L'historique du groupe, la démarche qu'il a suivie, est exposée plus en détail au paragraphe 1., P.13.

O.2. LISTE DES NOTES PUBLIEES AU 1^e JUIN 1978

AMIRA n° 1 (Mars 75) J. CHARMES. Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique. I : Prolégomène à une recherche (20 pages).

C'est une première étude des relations entre la statistique, l'anthropologie, la comptabilité nationale et la mise en oeuvre des politiques de développement rural (choix de projets, planification...).

AMIRA n° 2 (Avril 75) G. WINTER. Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain (24 pages).

Cette note montre l'articulation nécessaire entre les différents outils que le planificateur a à sa disposition (comptabilité nationale, enquêtes statistiques, études à caractère monographique...) et la façon dont il faudrait les modifier pour mieux atteindre les objectifs.

AMIRA n° 3 (Avril-Novembre 75) G. ANCEY. Niveaux de décision et fonctions objectif en milieu rural africain.

C'est une première formalisation d'une des idées-force du groupe : il est faux (du point de vue de la connaissance) et inefficace (du point de vue de l'action) de considérer le milieu rural africain (ou toute autre société) comme une simple juxtaposition d'unités "statistiques" (généralement des "ménages", ou des "familles élargies"). On ne pourra progresser qu'en prenant en compte le fait qu'il existe différents niveaux de décision (individus, à différencier selon leur statut : aînés, cadets, femmes... ; ménages au sens démographique ; groupes de consommation ; groupes de résidence ; familles

étendues ; communauté villageoise ; segments de lignage ; classes d'âge par exemple...), que ces niveaux de décision ne constituent pas forcément des unités emboîtées les unes dans les autres (donc qu'on ne peut passer de l'une à celle de niveau supérieur par agrégation), qu'ils ont des objectifs différents, pouvant être complémentaires, mais aussi contradictoires...

AMIRA n° 4 (G. ANCEY. Réflexions sur l'ouvrage : "Méthodologie de la planification. L'expérience de la Côte d'Ivoire", par J.L. FYOT (8 pages).

Il s'agit de la critique, sur un exemple concret, d'une conception courante de la planification en "pays en voie de développement" : selon cette conception, le plan se propose de développer le "secteur moderne", qui est le seul où la mesure est facile, puisque c'est le seul où la monnaie est universellement répandue. Ce développement passe par le bouleversement et la destruction du "secteur traditionnel", non pris en compte parce que difficilement mesurable. Cette conception est donc dualiste ; elle conduit au développement du seul secteur moderne, et non du pays entier.

AMIRA n° 5 et 6 (Juin 75) R. HALLU. Résumé de document : "Les unités économiques en pays sérér", par J.M. GASTELLU (14 pages) et

Réflexions autour d'un document : "Les unités économiques en pays sérér", par J.M. GASTELLU (8 pages).

L'étude d'un chercheur de l'ORSTOM, J.M. GASTELLU, sur la société sérér, au Sénégal, illustre la démarche de la note AMIRA 3 ("Niveaux de décision et fonctions objectif..."). En milieu sérér, l'unité de production correspond au ménage démographique ; mais pour l'utilisation de la production, il y a concurrence entre cette unité de production, qui est aussi l'unité de consommation

courante, et une unité d'accumulation, qui est à structure matrilineaire, qui prend en charge la constitution et la gestion du troupeau et qui est géographiquement non localisée (elle est éclatée entre plusieurs unités de résidence).

AMIRA n° 7 (Mai 75) G. ANCEY. Réflexions autour d'un document :
"Connaissance du milieu et vulgarisation agricole.
Le cas de l'opération Centre-Mossi", par J. MESNIL
(10 pages).

Cette note se propose de rechercher les causes de l'échec relatif d'un projet d'introduction de la culture attelée, dont les objectifs étaient de développer prioritairement les cultures commerciales.

AMIRA n° 8 (Juillet 75) G. ANCEY. Réflexions autour d'un document :
"L'étude régionale de Bouaké. 1962-1964" (12 pages).

C'est essentiellement une critique des concepts utilisés dans l'étude : ces concepts sont ceux couramment utilisés en planification. Ils ont un caractère formel, ils ne fournissent qu'une connaissance superficielle destinée à remplir des cadres comptables macro-économiques prédéterminés, mais pas la connaissance réelle, la compréhension de la société étudiée. La note critique aussi l'absence de problématique qui transforme l'étude en simple inventaire de la région d'étude : il n'y a pas d'effort de synthèse, la démarche reste une série d'analyses successives non articulées, d'où le caractère décousu de l'étude.

AMIRA n° 9 (Juillet 75) G. ANCEY. La société serer, ou défense et illustration d'une méthode d'analyse (24 pages).

Cette note poursuit l'illustration de la note 3 ("Niveaux de décision et fonctions objectif...") commencée

avec les notes 5 et 6 sur les unités économiques en pays sénégalais. Elle montre comment la prise en compte de la concurrence entre unité de production et unité d'accumulation, permet de comprendre et de prévoir l'évolution de la société sénégalaise : cette démarche est donc fructueuse pour l'élaboration de politiques de développement.

AMIRA n° 10 (Août 75) P. VERNEUIL. Note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal 74-75 (12 pages).

Après un exposé de la problématique de l'enquête Sénégal, la note traite de problèmes méthodologiques et souligne les difficultés qu'il y a à réaliser des enquêtes statistiques lourdes visant à atteindre simultanément des objectifs différents, souvent contradictoires. L'enquête Sénégal, par exemple, se proposait simultanément deux objectifs : l'un visait à relier l'évolution de la différenciation sociale aux transferts de valeur entre couches sociales (objectif de recherche) ; l'autre, plus classique était l'évaluation de grandeurs macro économiques.

AMIRA n° 11 (Octobre 75) G. ANCEY. Les notions d'activités et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole (15 pages).

Après une critique de l'utilisation du concept d'actif au sens démographique dans les enquêtes socio-économiques ou agricoles, la note fait des propositions pour une meilleure définition de l'activité au sens économique.

AMIRA n° 12 (Novembre 75) G. ANCEY. Une nouvelle approche des budgets familiaux en Afrique. L'analyse matricielle (20 pages).

Après un retour sur les insuffisances de l'approche classique qui pose l'unité budgétaire comme centre unique de décision, l'auteur propose une méthode matricielle pour mettre en évidence les flux monétaires internes à l'unité. Cette méthode doit servir à mettre en évidence les relations

de dépendance entre personnes et groupes de l'unité.

AMIRA n° 13 (Décembre 75) J. CHARMES. Réflexions autour d'un thème de recherche de la Banque Mondiale : "Research proposal : growth of non-farm activities and employment in areas of rising output in agriculture", par D. ANDERSON (18 pages).

La proposition de recherche concerne l'effet supposé bénéfique de l'accroissement de la demande en milieu rural africain consécutif à une augmentation des revenus agricoles accompagnée d'une répartition plus égalitaire. La note souligne que ce thème de recherche néglige l'échec observé en Afrique francophone des tentatives de fixation sur place, dans les petites agglomérations, du surplus dégagé par les activités agricoles : le surplus est drainé par les villes. Il faudrait introduire la redistribution du revenu sur place comme variable de contrôle.

Cette note est reprise en annexe III de la note n° 14.

AMIRA n° 14 (Février 76) J. CHARMES. Théories, politiques et planifications du développement. 1^è partie (74 pages, plus un fascicule d'annexes de 76 pages).

L'auteur met en évidence les rapports entre théorie du développement, état de la société concernée et choix de la politique de développement. Le progrès historique de la théorie découle de l'évolution, de la transformation de la société. Dans un premier temps, l'état de la théorie correspondait à une société encore peu intégrée aux circuits et à la production marchands. La politique prônée visait explicitement le développement de la production ; elle aboutissait en fait à la déstructuration de la société paysanne. La prise en compte des données sociales (emploi, distribution des revenus...) n'était ni nécessaire, ni possible. Actuellement, la production marchande est suffisamment répandue pour que l'on puisse et que l'on doive prendre en compte ces données sociales, approfondir l'étude des effets

sociaux des politiques de développement.

AMIRA n° 15 (Octobre 74-Avril 76) J. CHARMES. De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus (80 pages).

Il s'agit d'une étude de la (re)production des rapports sociaux dans les sociétés traditionnelles, sous leur double aspect :

- reproduction des rapports sociaux traditionnels
- pénétration des rapports marchands.

Cette reproduction est étudiée en fonction de l'apparition, de l'appropriation et de l'utilisation du surplus : le surplus passe d'une utilisation ostentatoire (fonction de reproduction à l'identique de la société traditionnelle) à une utilisation individualisée, pour l'accumulation, (qui s'accompagne d'une différenciation sociale et d'une pénétration des rapports marchands).

AMIRA n° 16 (Juin 76) G. ANCEY. L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Critique des critères d'évaluation. Réflexions à partir d'un cas (Projet BIRD au Sine Saloum) (26 pages).

La note critique une démarche fréquente dans les évaluations de projet : Les solutions techniques sont choisies a priori, au lieu d'être déterminées pour atteindre des objectifs précis. L'évaluation n'est plus dans ce cas qu'une justification de décisions déjà prises.

AMIRA n° 17 (Décembre 76) D. GASSE. L'opération fichier de villages en République Gabonaise. Situation à la fin de l'année 1976 (18 pages).

Cette note sera reprise et développée dans une note ultérieure (n° 23), publication AMIRA/AFIRD, avec une présentation théorique plus complète, illustré par l'exemple complet de la réalisation au Gabon.

AMIRA n° 18 (Avril 78) P. THENEVIN. L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique (63pages).

Cette note montre l'apport que peut représenter l'analyse de système dynamique pour réaliser des actions de développement cohérentes en rapport avec une étude globale du fonctionnement d'une société, et pour structurer un dispositif intégré d'investigations socio-économiques.

AMIRA n° 19 (Janvier 78) R. HALLU. Bilan et limites des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques réalisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970 (Nécessité de nouveaux types d'enquêtes ménages en appui aux actions et politiques de développement en milieu rural africain) (72 pages).

L'auteur montre les limites des concepts et des méthodes employés dans ces enquêtes et fait des propositions pour les améliorer.

AMIRA n° 20 (Février 78) M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes statistiques auprès des ménages (100 pages).

Cette note a été rédigée à partir d'un cours fait au CESD-Munich. Elle sera illustrée par des exemples et reprise dans les publications AMIRA-AFIRD.

AMIRA n° 21 (Avril 78) G. WINTER. Réflexion sur les enquêtes ménages à fins multiples dans les pays en voie de développement (5 pages).

L'auteur insiste sur la nécessité de définir la forme

d'une enquête à partir des résultats qu'on veut obtenir (quels chiffres recherche-t-on ?) : il faut partir des objectifs, ce qu'on ne fait pas assez, bien que cela paraisse évident ; il vaut mieux mettre sur pied un dispositif cohérent bien articulé, d'enquêtes légères et permanentes (ou régulières) à objectifs spécifiques que réaliser une enquête lourde à objectifs multiples, difficile à gérer, à réussir et à répéter périodiquement.

AMIRA n° 22 (Avril 78) P. VERNEUIL. Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et transfert de valeur.

Constatant dans de nombreux pays d'Afrique (par ex. au CONGO, au MAROC, en ALGERIE) d'une part une dégradation du niveau de vie en quantités physiques (paupérisation absolue) qui touche la majorité de la population ; d'autre part le maintien où l'accroissement de la productivité technique du travail de cette population l'auteur s'interroge sur l'influence que peuvent avoir les conditions de l'échange de marchandises sur les conditions de production et de productivité.

Entre branches ou secteurs de production (parexemple entre agriculture et industrie ou entre la petite production artisanale et la grande production industrielle capitaliste), de même qu'entre nations (particulièrement entre nations "développées et sous développées), existent des différences de productivité technique du travail.

Celles-ci engendrent des valeurs moyennes différentes selon ces branches, secteurs ou nations.

Ceci permet au secteur de production disposant de la plus haute productivité de fixer un prix supérieur à la valeur qu'il produit tout en restant largement compétitif dans le cadre du libre-échange concurrentiel.

L'échange de marchandises dans le cadre du marché mondial aboutit ainsi à une sorte de péréquation des prix d'où il résulte un transfert de valeur des secteurs à basse productivité vers les secteurs à haute productivité.

Ce transfert s'effectue aussi bien au niveau international que national de la petite production vers la grande production. Il est à la base du développement inégal croissant entre les secteurs nationaux et internationaux de la production et de la paupérisation absolue quand son importance est telle qu'il ne permet plus au petit producteur de se reproduire au moins à l'identique. Les conditions de l'échange en milieu rural devraient être analysées sous l'angle du rapport entre quantités de travail incorporées dans les marchandises vendues par les petits producteurs et prix de marché.

Pour cela une triple mesure en temps de travail, quantités physiques et prix de marché est nécessaire.

O.3. LES PUBLICATIONS AMIRA-AFIRD.

Comme on le voit, ces notes abordent des sujets très divers, dont les liens ne sont pas toujours évidents. Mais le travail du groupe AMIRA ne s'est pas borné à la rédaction de ces notes : la réflexion collective a été constante, et seuls ont donné lieu à publication de note, des sujets souvent ponctuels, théoriques ou particulièrement délicats. A l'étape actuelle, il a semblé possible et utile de rédiger un bilan plus complet du travail déjà réalisé : quels sont actuellement les acquis méthodologiques et théoriques ? Dans quelles directions faut-il poursuivre la recherche théorique, quels sont les désaccords qui restent à régler ? Mais le point important, qui n'a pas été abordé systématiquement dans les notes (1), est le suivant : quelles propositions concrètes cette recherche permet-elle de faire pour améliorer les méthodes d'investigations ?

Voilà donc l'objet de ces publications, réalisées avec l'aide de l'AFIRD. Le présent volume exposera les acquis théoriques, sans dissimuler les points où l'accord reste à faire, et proposera un cadre général d'intégration des investigations, qui est évidemment largement déterminé par cette recherche théorique. Les autres volumes (2) présenteront plus en détail des méthodes ou des outils particuliers, qui constituent des innovations ou pour lesquels nous avons des propositions nouvelles à faire : fichier de villages, évaluation de projets, enquêtes statistiques, indicateurs sociaux...

(1) Des aspects ont cependant été traités, en particulier dans les notes n° 20, 19, 17, 12, 10, 3 par exemple.

(2) Leur liste est donnée plus haut, en page III

O.4. PERSPECTIVES

Le groupe est donc arrivé à une étape à laquelle il peut faire des propositions cohérentes. Mais il ne compte pas s'en tenir là : la mise en pratique de cette recherche constitue la suite logique de ces publications.

Il faut d'abord passer à l'expérimentation sur le terrain des méthodes proposées. On pourrait commencer à propos d'opérations de développement qui permettraient de souligner le lien, dont l'importance est fondamentale selon le groupe, entre investigation et action.

Il est d'autre part très intéressant d'utiliser cette expérimentation pour la formation des statisticiens, des planificateurs, des cadres du développement rural : c'est une excellente occasion de montrer le caractère relatif des méthodes employées, la nécessité de les remettre en cause, de chercher à les améliorer. On peut ainsi relier plus étroitement recherche théorique, investigation, action de développement et formation, ce qui est l'un des points que le groupe considère comme très important et très fécond.

Avec le travail sur le terrain et la formation, l'organisation de séminaires regroupant des spécialistes de diverses disciplines (statistiques, planification, opérations de développement, mais aussi économie, sociologie, anthropologie...) constitue le 3e volet des suites à donner à la recherche du groupe. On doit ainsi obtenir une meilleure intégration des apports de ces disciplines.

Ce passage à la pratique permettra l'approfondissement des recherches théoriques en cours : test de la validité des propositions, mise en évidence des points à approfondir, ou de nouveaux axes de recherche indispensables... C'est seulement grâce à ces aller et retour entre approfondissement théorique et application qu'on pourra progresser effectivement. Nous reviendrons plus longuement

sur les perspectives possibles à la fin de ce bilan, au paragraphe 4, page s 75 à 80.

Le présent "Bilan" expose d'abord la démarche du groupe et les principes méthodologiques qu'elle a permis de dégager ; puis il précise ce besoin de cohérence, d'intégration qui est un fait majeur mis en évidence par le groupe ; vient ensuite la proposition d'un cadre intégrateur des investigations, destiné à satisfaire ce besoin. On voit alors plus clairement les perspectives qui s'ouvrent, les directions de recherche qui prolongent les travaux antérieurs.

1. LA DEMARCHE DU GROUPE

1.1. CRITIQUE DES OUTILS ET DES METHODES

L'idée de lancer une recherche collective pour l'amélioration des méthodes d'investigation socio-économique naquit du constat d'une certaine convergence. Plusieurs spécialistes de diverses disciplines de sciences humaines (Statisticiens, planificateurs, socio-économistes, anthropologues...) qui avaient en commun une expérience en Afrique, mais dans des domaines bien différents (institutions gouvernementales, organismes d'intervention ou de recherche, sociétés d'études...), avaient constaté que les méthodes qu'ils utilisaient n'étaient pas toujours suffisamment efficaces : leurs objectifs n'étaient pas atteints de façon satisfaisante, certaines opérations se soldaient par un succès seulement partiel, ou par un échec plus ou moins net. En voici quelques exemples :

- Les enquêtes statistiques macroéconomiques donnaient au mieux de bons résultats d'inventaire : elles décrivaient quantitativement une situation, mais ne permettaient pas de dégager les mécanismes, les processus, de comprendre le fonctionnement de la société, de prévoir une évolution. Les efforts pour pallier ces défauts conduisaient à réaliser des enquêtes multi-objectifs, plus lourdes et beaucoup plus onéreuses : elles étaient alors plus difficiles à répéter avec une fréquence satisfaisante, les délais de sortie des résultats étaient encore allongés, et les objectifs plus ambitieux de compréhension de mécanismes restaient souvent difficiles à atteindre à cause des difficultés d'observation et de gestion dues à la charge supplémentaire de travail imposée aux enquêteurs et aux enquêtés (1).

(1) Les notes n° 8 (G. ANCEY, Réflexion autour d'un document : l'étude régionale de Bouaké) et 19 (R. HALLU, Bilan et limites des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques réalisées en Afrique francophone entre 1955 et 1970) traitent des défauts des enquêtes statistiques ; la note n° 10 (P. VERNEUIL, note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal 74-75) montre la difficulté d'atteindre plusieurs objectifs différents à l'aide d'une seule enquête.

- La planification utilisait un cadre de cohérence très contraignant, déterminé en bonne partie par la comptabilité nationale, mais d'une efficacité incertaine : elle ne permettait en effet de prendre en compte, et ce de façon plus ou moins satisfaisante, que la production marchande, mais laissait dans l'ombre une grande partie de l'activité économique, qui concerne pourtant une majorité souvent écrasante de la population : la production vivrière, les activités secondaires et tertiaires non modernes etc..., tout ce qu'on appelle parfois "secteur informel" et "secteur traditionnel"... De plus, le plan se ramenait souvent à l'intégration dans un même cadre comptable des effets prévus des différents projets, sur le choix desquels l'organisme responsable du plan n'avait aucune maîtrise. Le plan perdait alors toute prétention à orienter des décisions (1).

- Les projets de développement rural ne se réalisaient pas toujours comme le prévoyaient les études : certains voyaient une stagnation, voire une chute de la production, après une croissance conforme aux prévisions pendant les premières années ; d'autres, malgré une production en croissance satisfaisante, voyaient leur équilibre financier compromis par un taux de commercialisation extrêmement bas par rapport au taux prévu ; d'autres s'accompagnaient "d'effets secondaires" ou "parasites" extrêmement graves : élargissement inexplicable, ou plutôt inexpliqué, de l'éventail des revenus, accroissement des inégalités pouvant s'accompagner d'une prolétarianisation d'une part importante de la population, d'un exode rural accéléré,

(1) Les notes n° 2 (G. WINTER, Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain) et 4 (G. ANCEY, Réflexion sur l'ouvrage : "Méthodologie de la planification. L'expérience de la Côte-d'Ivoire) traitent de critique des méthodes courantes de planification.

d'une déstructuration irréversible de la société concernée...(1).

- La recherche en sciences humaines, qui aurait pu servir à comprendre ces insuccès, à chercher à les éviter, restait trop isolée, trop éloignée des préoccupations des gouvernements, des sociétés d'intervention, des organismes de coopération bilatérale ou multilatérale. Les chercheurs, jaloux de leur indépendance, choisissaient leurs thèmes et leurs délais d'étude davantage en fonction de considérations purement théoriques, voire universitaires, et d'objectifs de compréhension des évolutions sur longue période qu'en fonction des problèmes scientifiques immédiats que posait le développement des pays. Ils n'avaient guère la possibilité, ni parfois la volonté de relier leurs travaux aux politiques et actions de développement en cours. Dans le meilleur des cas, ils abordaient ces politiques ou actions de développement de manière critique et rétrospective, bien plus qu'en termes de propositions constructives.

Or les analyses que les futurs membres du groupe faisaient de ces échecs ou de ces causes d'insatisfaction les conduisaient souvent à des explications analogues, malgré la diversité des méthodes et des domaines d'intervention concernés. De là, vient l'idée de mettre en forme les critiques de chacun, les explications trouvées à ces insuccès, de les confronter, de chercher à les systématiser, pour arriver à améliorer la qualité des méthodes d'investigation. Les premières notes de travail

(1) A propos des projets, on peut se reporter aux notes n° 7 (G. ANCEY. Réflexion autour d'un document : "Connaissance du milieu et vulgarisation agricole. Le cas de l'opération Centre-Mossi), 13 (J. CHARMES. Réflexion autour d'un thème de recherche de la Banque Mondiale : "Research proposal : growth of non-farm activities and employment in areas of rising output in agriculture) et 16 (G. ANCEY. L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Critiques des critères d'évaluation. Réflexions à partir d'un cas : projet BIRD ou Sine Saloum).

furent donc des critiques, des outils habituels d'investigation et de la façon dont ils étaient utilisés. Elles permirent d'approfondir les analyses critiques esquissées jusque là. La mise en contact de chercheurs et des praticiens du développement fût particulièrement féconde. En effet certaines idées, depuis longtemps admises dans les milieux de la recherche ne sont pas encore "passées" chez les praticiens, souvent méfiants devant ce qui leur paraît être des considérations trop purement théoriques. Inversement, les actions de développement constituent bien souvent un cadre trop contraignant pour que puissent s'y développer des travaux de recherche indépendants, suivis, critiques avant de pouvoir être constructifs, et proposant l'expérimentation de méthodes nouvelles, donc non garanties.

Voici quelques exemples de points abordés dans les premières notes.

- Certaines critiques reprenaient des idées connues et souvent déjà acceptées, comme le danger "d'importer" en Afrique des concepts élaborés pour décrire la réalité des pays capitalistes développés. Dans les organismes où se constitua le groupe AMIRA, on réfléchissait par exemple depuis longtemps sur ce qu'on appelait d'abord le problème du "choix d'une unité statistique" satisfaisante. L'expérience des statisticiens en pays développés peut conduire à utiliser aussi en Afrique des méthodes d'enquêtes "auprès des ménages", où le terme ménage est compris au sens de ménage démographique : un homme, sa (ou ses) épouse (s) et leurs enfants. Cette unité reste valable pour la collecte de données démographique. En revanche, pour des enquêtes budgétaires par exemple, elle est souvent complètement inadaptée en Afrique. Faut-il dans ce cas rechercher une autre unité, par exemple une "sur-unité" regroupant plusieurs ménages démographiques (1) ?

(1) On trouvera dans la note 19 (R. HALLU. Bilan des enquêtes statistiques à objectifs macroéconomiques...) une étude historique des unités choisies dans différentes enquêtes.

La famille "élargie" (c'est souvent l'ensemble des personnes qui vivent dans une même concession, et ont des relations de parentés patrilineaires) conviendrait-elle mieux ? Il apparut que cette conception de la société, considérée comme une simple juxtaposition d'unités, permettait sans doute la mesure de certaines variables, mais pas la compréhension du fonctionnement. Ce découpage de la société occulte en effet les relations sociales entre personnes d'une même unité, comme celles qui mettent en jeu plusieurs unités ou des groupes de personnes qui ne sont pas des regroupements d'unités (comme les classes d'âge, ou les lignages). Nous verrons au paragraphe 1.2.1.1, page 21, les propositions du groupe pour dépasser ce problème de choix d'unité.

- Les méthodes de planification se fondent trop souvent sur une conception dualiste du développement. Cette conception reste, en outre, la plupart du temps implicite, ce qui ne facilite pas la réflexion et l'amélioration des méthodes. Selon cette conception, la société "en voie de développement" se décompose en deux secteurs : le secteur traditionnel et le secteur moderne. L'objectif est de développer progressivement le secteur moderne, pour lequel les méthodes utilisées en pays développé restent adaptées : ce secteur monétarisé, les méthodes quantitatives utilisées en pays développé s'emploient de la même manière... La réussite de ce genre de politique suppose la disparition progressive du secteur traditionnel et assimile le développement à celui du seul secteur moderne : les variables relatives au secteur traditionnel sont estimées de façon très grossière, souvent par solde (pratique courante en comptabilité nationale) (1), ce qui équivaut pratiquement à ne pas en tenir compte (2).

(1) Voir l'exemple de l'étude régionale de Bouaké donné par G. ANCEY (note n° 8, P. 6).

(2) A ce propos, voir par exemple la note n° 14 (J. CHARMES. Théories, politiques et planifications du développement), et en particulier le paragraphe 1.1, page 15.

- Les actions de développement ont des défauts analogues. Les projets sectoriels se proposent un objectif précis : accroissement d'une production particulière par exemple, ou croissance de la production marchande. Ils ne prennent pas en compte les autres activités, celles qui ne sont pas de leur ressort (production vivrière, souvent ; activités para et extra-agricoles...)

(1). Comment s'étonner, dès lors, si le comportement des paysans déjoue les prévisions ? Les paysans ont un comportement rationnel, mais en fonction de l'ensemble des contraintes déterminées par leurs diverses activités économiques et extra-économiques, non des seules contraintes relatives à l'activité concernée par le projet. Même dans le cas de projets de développement intégré, quand on cherche à développer de façon coordonnée les différentes activités, il faut s'assurer que les objectifs du projet sont compatibles avec ceux des paysans et avec les contraintes qu'ils prennent en compte. Une note du Service Départemental du Plan de Maradi (Niger) fournit un bon exemple (2) : dans les conditions actuelles en zone agropastorale sahélienne, l'objectif d'augmentation immédiate de la production agricole globale risque fort de ne pas être accepté par les paysans, qui recherchent avant tout un rééquilibrage de l'ensemble du système de production. La première étape de ce rééquilibrage doit être la reconstitution d'un stock céréalier de sécurité au moindre coût. Ce n'est qu'ensuite qu'on peut penser à une intensification des méthodes culturales et à une accumulation productive d'épargne qui impose l'acceptation d'un risque. En effet après la sécheresse, tout projet qui propose un endettement (achat de machine, utilisation d'engrais chimique etc...) accroît le risque, car les remboursements seront impossibles dès le premier aléa climatique :

(1) Voir la note n° 16, Page 9 (G. ANCEY. L'analyse du milieu humain dans les projets d'opérations agricoles. Le projet BIRD ou Sine Saloum).

(2) "La place des opérations productivité dans une politique de développement rural à long terme au Niger "A. LALAUKERALY, Février 78.

il sera donc mal accueilli tant que les stocks suffisants ne seront pas reconstitués. Les défauts de ces projets proviennent d'une optique fautive : on détermine à priori des objectifs, voire des thèmes techniques, puis on cherche à les faire passer, alors que la première contrainte qu'il faudrait prendre en compte est que les objectifs et les thèmes d'un projet doivent être au moins compatibles avec les objectifs des paysans (1).

Les critiques précédentes, données à titre d'exemple, portent sur des domaines apparemment assez disparates. Elles trouvent en réalité leur cohérence dans le fait qu'elles s'expliquent pour l'essentiel par l'absence d'une vision globale des milieux (ou des sociétés) étudiés ou transformés :

- un univers statistique n'est pas un puzzle d'unités simplement juxtaposées, dont la structure interne serait sans influence sur la définition, la caractérisation et l'évolution de l'ensemble.

- une vision dualiste conduit à s'intéresser au développement du secteur moderne, plus facilement maîtrisable : on néglige alors l'évolution induite dans le secteur traditionnel, qui comporte des phénomènes dont certains aspects, extrêmement importants, sont au coeur même des problèmes du développement (différenciation sociale croissante, paupérisation, exode rural, urbanisation sauvage...).

- une conception productiviste des projets conduit à des choix d'objectifs qui ne prennent en compte les relations ni entre les activités, ni entre les groupes sociaux, et sont donc irréalistes.

Il est donc fondamental de chercher à avoir une vision

(1) A ce sujet, on peut encore se reporter à la note de G. ANCEY sur le projet BIRD au Sine Saloum (note n° 16, page 9).

synthétique du développement, d'un pays ou d'un milieu qu'il faut en outre replacer dans le cadre international, d'une société... Il faut étudier l'ensemble des interactions et des contradictions qui entrent en jeu, et toutes leurs conséquences. La note n° 18 propose une méthode qui peut contribuer à cette vision globale : l'analyse de système dynamique (1). Cet effort de synthèse, de cohérence, d'intégration est un des thèmes fondamentaux pour le groupe AMIRA et constitue le fil directeur des pages qui suivent.

1.2. PRINCIPES METHODOLOGIQUES DE BASE

Dès les premières notes, apparurent ainsi des thèmes qui devaient permettre de systématiser la réflexion.

1.2.1. De la systématisation de la réflexion à l'approfondissement théorique.

1.2.1.1. Les niveaux de décision.

Des chercheurs faisant partie du groupe, comme G. ANCEY, ou extérieurs au groupe, mais qui avaient des idées voisines, et qui avaient des échanges avec le groupe, comme J.M. GASTELLU, de l'ORSTOM, avaient réfléchi, dans leur travail sur le terrain, au problème de la définition d'une unité économique satisfaisante, et avaient dépassé la formulation utilisée au paragraphe 1.1., page 18 où on parle de "choix d'une unité statistique".

(1) P. THENEVIN - L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique.

Dans son étude sur le pays serer (1) J.M. GASTELLU a montré que le reproduction de la société serer doit être interprétée à partir de l'arbitrage nécessaire pour maintenir un équilibre dynamique entre deux fonctions économiques contradictoires :

- la production et la consommation courante sont assurées par le "NGAK", qui est une fraction de l'unité résidentielle (concession). Ce NGAK peut être réduit à un ménage (au sens démographique) ou être plus important.

- la thésaurisation des biens de prestige (essentiellement la constitution et la gestion des troupeaux de bovins) n'est pas orientée directement vers la production matérielle - en ce sens ce n'est donc pas une accumulation au sens strict -, mais vers la reproduction des rapports sociaux et en particulier matrimoniaux (paiement de la dot ; consommations cérémonielles...). Elle a aussi, évidemment, mais accessoirement, une utilité pour la production (fumure animale, en particulier). Cette thésaurisation est réalisée par des unités définies par des relations de parenté matrilineaires, et constituées de parents utérins (une femme, ses enfants et ses oncles maternels par exemple), appartenant généralement à des unités résidentielles différentes, donc non localisables géographiquement.

On ne peut donc comprendre les activités économiques des Serer qu'en tenant compte de ces deux niveaux de décision ayant des objectifs différents :

(1) Une partie de cette étude a été présentée et commentée par R. HALLU dans les notes n° 5 et 6 (Résumé d'un document et Réflexions autour d'un document : Les unités économiques en pays sérer (Sénégal)).

le NGAK a une certaine production, en partie utilisée à la consommation collective ; le surplus dégagé après paiement de l'impôt sera réparti entre les diverses unités d'accumulation ayant un membre dans le NGAK, en fonction de la division du travail dans le NGAK.

L'expérience de G. ANCEY, dans d'autres sociétés, l'a conduit à employer la même méthode. Il l'a systématisée et théorisée dans la note n° 3 : "Niveaux de décision et fonctions d'objectif en milieu rural africain". Il y détaille les différents niveaux de décision qu'on peut rencontrer en Afrique rurale, en tentant d'associer à chaque niveau les objectifs qui peuvent lui correspondre. Il présente une grille où sont croisés les niveaux de décision et les fonctions objectif . Pour l'étude d'un milieu donné, on peut alors déterminer ceux des couples (niveau x objectifs) qu'il faut prendre en compte parce qu'ils sont importants dans le cas considéré : dans l'exemple Sérér, deux des couples permettent de comprendre l'essentiel du comportement économique (unité de production x objectifs de consommation collective et ;unités d'accumulation x constitution et gestion du troupeau).

La grille, telle qu'elle est proposée par G. ANCEY, est reproduite ci-joint, Page 25 . Elle est fournie comme exemple, et ne prétend évidemment pas être exhaustive ni définitive.

Grâce à cette approche, on peut dépasser la vision trop unidimensionnelle du milieu, considéré comme simple juxtaposition d'unités, et acquérir une meilleure représentation de relations complexes, en prenant en compte des objectifs divers, qui peuvent être complémentaires, indépendants, contradictoires...

L'élaboration de la grille "niveaux de

décision x fonctions objectif"n'est qu'une première étape. Il reste, dans chaque cas, à distinguer les couples"niveau x objectif"fondamentaux de ceux qui jouent un rôle moins important, mais non négligeable. On pourra ainsi hiérarchiser les informations obtenues par application de la grille et définir, lors d'investigations socio-économiques, une unité centrale de collecte, celle qui permettra le mieux de recueillir les informations et de les synthétiser, sans perdre trop d'information en provenance des autres niveaux, non privilégiés comme unité centrale (1).

(1) Ce point, le choix d'une unité permettant la meilleure collecte en tenant compte de différents niveaux, est abordé au paragraphe 1.2., page 9 (Définition de l'unité de base pour la collecte) de la note n° 20 (M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes statistiques auprès des ménages).

Tableau I

NIVEAUX DE DECISION ET OBJECTIFS ENDOGENES

Objectif	Niveau													
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
Cadet		x	x	x					x			x		
Femmes	x	x	x	x			x		x			x		
Ainé	x					x				x	x		x	x
Groupe de production		x										x		
Gr. Consommation	x			x		x	x	x				x	x	
Gr. Exploitation	x				••	x	x	x			x	x		x
Gr. Résidence	x				••	x				x	x	x		x
Gr. Lignage										x	x			x
Gr. Village											x			x

Signification des objectifs

- 1 - Production d'autosubsistance (agro-pastorale)
- 2 - Production commercialisée
- 3 - Revenus monétaires extra-agricoles
- 4 - Revenus monétaires nets
- 5 - Valeur totale de production
- 6 - Sécurité (inter-annuelle)
- 7 - Régularité des revenus (intra annuelle)
- 8 - Diversification des activités
- 9 - Loisirs
- 10 - Prestige - autorité
- 11 - Cohésion
- 12 - Autonomie
- 13 - Satisfaction de certaines consommations ressenties comme socialement impératives
- 14 - Prérogatives foncières

N.B. La grille des niveaux et objectifs synthétise, autant que faire se peut, les caractéristiques des sociétés suivantes qui nous ont servi de modèle dans cette réflexion.

Agni-Baoulé ; Bambara ; Bissa ; Bobo ; Dagari ; Djimini ; Haoussa ; Lobi ; Malinké ; Mossi ; Senoufo ; Sérèr ; Toucouleur ; Wolof.

Il n'est pas question d'assimiler les unes aux autres ces sociétés mais toutes, et vraisemblablement un très grand nombre d'autres, se prêtent à une analyse par niveaux et par objectifs.

Cette approche permet de comprendre pourquoi certains concepts sont peu opératoires. L'exemple de l'utilisation du taux de rentabilité dans les évaluations de projet est éclairant : on évalue la rentabilité de certaines opérations (achat d'équipement...) en calculant l'accroissement net prévisible du revenu total de l'exploitation agricole, souvent assimilée à la famille élargie, en fonction de l'investissement nécessaire. Or les prévisions sont souvent démenties par la réalité, et il faut, pour interpréter ce fait, dépasser le cadre d'une prétendue exploitation à centre de décision unique (le chef d'exploitation), munie d'une fonction d'utilité collective. En général, un investissement n'est pas considéré comme l'utilisation d'une partie du surplus dégagé par la famille : l'individu qui prend la décision d'acheter une charrue juge en fonction de la quantité de monnaie dont il peut disposer, personnellement (cas d'un homme célibataire) ou pour la communauté qu'il représente (il peut être chef de ménage démographique dans une unité résidentielle plus vaste ...). On ne peut comprendre la rationalité de la décision qu'en mettant en relation les coûts à engager par le centre de décision concerné, ses possibilités de financement, ses autres possibilités d'utiliser le surplus disponible, ses autres objectifs économiques et extraéconomiques et l'accroissement qu'il escompte pour sa propre production. Un calcul de taux de rentabilité global, prenant en compte l'épargne totale disponible dans la famille élargie et l'accroissement de production sur l'ensemble de ses champs a une signification seulement comptable mais aucune réalité économique.

Un autre exemple est celui du "Budget de famille": on étudie habituellement sa structure (répartition en pourcentage selon divers postes) en fonction du revenu total ; ou calcul des élasticités-revenu destinées à prévoir les modifications du budget en

fonction des variations prévisibles du revenu total... Or ces élasticités sont calculées sur des égrégats le plus souvent hétérogènes. Deux accroissements de revenu monétaire quantitativement identiques pourront avoir des utilisations très différentes selon le statut du bénéficiaire. Si un chef de famille en bénéficie, il aura sans doute tendance à l'utiliser de façon à renforcer la cohésion de l'unité (dépenses pour le "prestige" de la collectivité : achat de bovins par exemple) ; en revanche, un fils célibataire qui revient de migration saisonnière cherchera à accroître son prestige personnel (achat de biens modernes : poste de radio, bicyclette... ; constitution de la dot...). Là encore, les comportements dépendront du centre de décision concerné. Ils ne sont apparemment irrationnels que parce que le cadre comptable utilisé est irréaliste et simplifie abusivement une réalité complexe.

Il est donc dangereux de considérer l'unité familiale comme homogène, dotée d'un responsable unique gérant une enveloppe budgétaire globale en vue de maximiser une fonction de préférence collective. L'approche par niveau de décision et fonctions objectif associés montre comment dépasser les limites trop strictes d'un découpage utile pour les agrégations comptables, mais qui risque de donner une vue trop rigide du milieu.

La note n° 9 (1) montre l'intérêt de cette démarche pour la prévision de l'évolution de la société sérer .

(1) G. ANCEY. La société sérer, ou défense et illustration d'une méthode d'analyse.

1.2.1.2. La classification sociale

Mais la prise en compte des différents niveaux de décision ne suffit pas pour réussir une étude socio-économique satisfaisante. L'expérience des enquêtes passées avait montré que des résultats quantitatifs, consistant en moyennes nationales ou régionales, étaient insuffisants, qu'il était nécessaire d'obtenir des résultats par catégories de population judicieusement choisies (1). Les résultats des projets dont l'objectif était l'accroissement d'une production dans l'ensemble d'une zone l'ont confirmé : la répartition des revenus monétaires et non monétaires, liée à l'appropriation de la production et aux conditions de l'échange, joue un rôle déterminant dans la croissance et dans l'entretien de cette croissance. D'où la réorientation en cours dans les politiques de développement : on recherche maintenant un développement intégré, où la différenciation sociale soit contrôlée, où l'accroissement des inégalités ne conduise pas à des situations instables, voire explosives. Il faut éviter la déstructuration anarchique. des sociétés où on intervient, déstructuration qui nuit à la poursuite de la croissance.

La note n° 22 (2) montre comment les

(1) Voir la note n° 19 (R. HALLU. Bilan et limites des enquêtes statistiques...) et la note n° 20 (M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes...), en particulier le paragraphe 2.1.3., pages 32 à 35.

(2) P. VERNEUIL. Comment orienter l'investigation en milieu rural africain à partir de la relation entre échange inégal, développement inégal et transfert de valeur.

inégalités, le développement et le sous développement sont expliqués par l'inégalité des échanges non seulement entre nations, mais aussi entre ville et campagne, entre agriculture peu mécanisée et activités utilisant beaucoup de capital (industrie mais aussi agriculture moderne), entre producteurs ruraux et secteur commercial... Elle fournit une justification théorique à une définition de couches et de classes sociales, nécessaire à une bonne compréhension de l'évolution socio-économique et à une action efficace. Dans la note n° 18 (1), P. THENEVIN souligne aussi la nécessité de ce genre de classification. L'un des objectifs de recherche de l'enquête réalisée au SENEGAL en 1974-1975 était précisément d'établir une classification adaptée à la réalité sénégalaise (2). De son côté, R. HALLU propose des critères de différenciation socio-économique des ménages (3).

(1) L'investigation en milieu rural et la pratique du développement. Cadre d'intégration et approche systémique.

(2) On peut se reporter à la note n° 10 (P. VERNEUIL. Note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal).

(3) Voir la note n° 19 (Bilan et limites des enquêtes...), paragraphe II.A.3., page 39. Précisons enfin qu'une note AMIRA proposant une classification sociale utilisable en pays en voie de développement est en préparation.

1.2.1.3. La théorie de la transition

Pour déboucher sur des propositions visant à améliorer les méthodes critiquées, le détour par une systématisation de la réflexion, dans un cadre théorique, a paru nécessaire. L'approfondissement théorique à l'intérieur du groupe a dépassé les aspects partiels évoqués dans les deux paragraphes précédents.

La note de P. VERNEUIL sur l'échange inégal (note n° 22) est la première étape d'une présentation cohérente des sociétés en voie de développement, dont la note en préparation sur la classification sociale constituera une étape ultérieure. C'est J. CHARMES qui est allé le plus loin dans la formulation synthétique d'un apport théorique important, qu'on peut appeler la théorie de la transition.

Il s'agit de la transition d'une formation sociale où les rapports marchands n'ont pas réellement pénétré, à une autre, où les rapports marchands, même s'ils ne sont pas complètement généralisés, jouent un rôle déterminant dans tous les domaines. La première prévalait en Afrique avant l'extension des cultures commerciales, à la fin du XIXe siècle par exemple ; la seconde, celle que SAMIR AMIN appellerait la formation sociale capitaliste périphérique, est celle d'une grande partie de l'Afrique actuelle. Contrairement à la première, dont le fonctionnement est autocentré, la seconde se caractérise par l'extorsion d'un sur-travail, soit directement sous forme de produit agricole acheté à bas prix, soit indirectement, sous forme de travail peu payé : dans ce cas, il s'agit de la force de travail libérée, dont l'entretien est encore souvent assuré au moins en partie par le monde rural (migrations temporaires ; salariat saisonnier sur

place...)). Cette ponction de surtravail est faite au bénéfice du mode de production capitaliste, essentiellement de pays étrangers et accessoirement d'un secteur de l'économie nationale étroitement dépendant de l'étranger.

J. CHARMES distingue trois stades dans cette transition (1) : la neutralisation, l'absorption et la dissolution.

Le stade de la neutralisation est celui où la place des rapports marchands est strictement circonscrite par la société. Les seuls rapports avec les circuits monétaires sont destinés à assurer les dépenses incompressibles : on aura par exemple un champ de culture commerciale destiné au paiement de l'impôt. Les comportements apparaîtront parfois comme irrationnels : l'élasticité-prix de la production marchande peut être négative. En effet, si les cours montent, la production pourra diminuer, puisque sa seule utilisation est de payer un impôt fixe. Outre la production marchande, de faible volume, le seul moyen d'obtenir un surtravail à ce stade est le travail forcé.

L'absorption est le stade suivant : les rapports marchands se développent, mais restent au service de la reproduction des rapports sociaux antérieurs. La dot commence par exemple à se monétariser,

(1) Pour plus de précisions sur cette théorie de la transition, on se reportera à la note n° 15 (J. CHARMES. De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands dans les sociétés traditionnelles à partir de l'analyse du surplus.

mais conserve sa signification d'opération entre communautés lignagères qui établissent de nouvelles relations matrimoniales. La société semble donc absorber sans grandes difficultés le phénomène monétaire.

Mais ce stade n'est pas durable : les besoins monétarisés vont acquérir dans la société concernée une croissance autonome, et se développer de façon incontrôlable, essentiellement par l'intermédiaire de l'endettement : les paysans pauvres, au moindre aléa climatique par exemple, vont être confrontés à des problèmes de soudure qu'ils ne pourront résoudre, d'une façon toute provisoire, que par le recours au crédit. Les taux usuraires pratiqués par les circuits traditionnels les font alors entrer dans un processus incontrôlable d'endettement croissant. La circulation monétaire croît rapidement. Cela aboutit à une transformation de la nature des rapports sociaux : la dot devient une opération entre individus, le rapport de lignage à lignage disparaît. La société se détruit, elle est prête pour ses nouvelles fonctions, c'est-à-dire prête à se mettre au service de la production capitaliste. Elle peut fournir de la main-d'oeuvre peu onéreuse, en assurant une partie de son entretien hors des circuits monétaires (l'autoconsommation reste importante) : les migrations saisonnières ou prolongées se multiplient, le salariat peut se développer... Il y a donc dissolution des rapports sociaux antérieurs, ou plus exactement modification de leur fonction : tout en gardant une forme peu différente, ils sont vidés de leur signification originelle et deviennent des éléments de reproduction des rapports marchands. Le surplus, qui était une utilisation collective et servait à la reproduction des rapports sociaux traditionnels essentiellement par l'intermédiaire de l'ostentation, est désormais approprié individuellement, à des fins strictement économiques ; il se transforme en une réelle

accumulation productive; ce stade est celui de la dissolution.

Cette périodisation n'est pas un découpage d'une évolution régulière, linéaire. Elle se fonde sur la mise en évidence de retournements de tendances, de l'apparition ou de la disparition de certains phénomènes, de certains comportements.

J. CHARMES fournit, dans la même note, un exemple qui illustre bien l'importance de ce genre de découpage, à propos de l'évolution de la signification du métayage dans la région du lac Alaotra, à Madagascar. Au début du XXe siècle, les métayers étaient les esclaves récemment affranchis, qui n'avaient pas de terre. La propriété foncière permettait aux anciens maîtres de rétablir des rapports de domination sous une autre forme. Avec une réforme agraire récente, le problème des inégalités foncières disparaît. Est-ce à dire que les rapports de domination n'existent plus ? Non, car la possibilité de mettre la terre attribuée en valeur dépend de la possession d'un équipement suffisant. Les anciens métayers sont certes propriétaires, mais ils doivent de nouveau se soumettre à travers le processus d'endettement aux exigences d'une couche dominante, qui est cette fois constituée des paysans qui possèdent, et peuvent prêter ou louer du matériel. La propriété terrienne a désormais si peu d'importance que les nouveaux maîtres deviennent à leur tour métayers des paysans sans matériel. Mais les taux de matéyage sont évidemment tout différents : la couche dominante est maintenant constituée de nouveaux métayers !

L'observation de l'évolution d'une variable statistique comme la variable à deux modalités : être propriétaire foncier ou être métayer ne permet absolument pas de comprendre l'évolution de la société. Il faut avoir compris, à l'aide d'une périodisation convenable, que la réforme agraire a pour effet non pas de supprimer une

inégalité, mais de la remplacer par une autre et de permettre l'apparition d'un capitalisme agraire pour choisir les variables à observer et pour interpréter correctement l'évolution historique.

Cet exemple montre clairement que l'une des caractéristiques principales de l'approche théorique du groupe est qu'elle accorde une place fondamentale à l'histoire. Ce point est également fortement souligné par p. THENEVIN (1). On ne peut étudier un milieu et agir efficacement sur lui que si on a une connaissance réelle de son fonctionnement, ce qui nécessite une interprétation de son évolution historique.

Les notes théoriques de J.CHARMES abordent aussi un autre thème, plus épistémologique, qui n'a pas un intérêt aussi direct pour l'amélioration des méthodes d'investigation, mais qui appelle quelques commentaires, car il éclaire la signification et l'évolution de la théorie (2). Les progrès de la théorie du développement sont intimement liés au stade d'évolution des milieux en développement. Par exemple, on ne peut se rendre compte du rôle joué par la différenciation sociale et l'accentuation des inégalités tant que le stade de dissolution n'a pas été atteint. En effet, dans les deux stades

(1) Voir la note n° 18 (Cadre d'investigation et analyse systémique).

(2) On se reportera essentiellement aux notes n° 1 (Sociétés de transition, ambivalence des concepts et connaissance statistique : prolégomènes à une recherche), 14 (Théories, politiques et planification du développement), et aussi à certains passages de la note 15 (De l'ostentation à l'accumulation. Production et reproduction des rapports marchands...).

précédents, les rapports sociaux antérieurs continuent à fonctionner, la société conserve sa structure, même si certaines formes se modifient. Ce n'est que lors de la dissolution que les rapports communautaires perdent leur sens, et permettent une appropriation individuelle du surplus. Il est donc normal que la théorie, en période de neutralisation ou d'absorption, fasse ce qui sera ultérieurement considéré comme une erreur et désigne comme objectif prioritaire la croissance globale de la production. Si la théorie reste vivante, irriguée par la pratique, elle pourra prendre en compte rapidement l'évolution sociale. Le rôle d'un groupe de travail comme AMIRA n'est donc pas de remplacer une théorie fautive par une théorie juste, mais plus modestement de permettre une actualisation plus rapide de la théorie en combattant sa sclérose, son absence de prise en compte de faits nouveaux. A l'étape actuelle, il faut contribuer à l'intégration des réalités sociales dans une théorie qui pêche par économisme, et qui a une vision trop technocratique du développement.

Cet approfondissement théorique permet en outre d'explicitier les liens existant entre les méthodes et les concepts utilisés et la théorie qui les fonde. La pratique de l'investigation socio-économique renvoie toujours à une position idéologique ou politique consciente ou inconsciente, en particulier à une certaine conception du développement. "Le danger n'est pas dans la présence de ces nécessaires options, il réside dans le fait que sous prétexte d'objectivité, on évite de les formuler. Sous-jacentes, elles conditionnent des analyses qui se veulent pragmatiques et techniques" (1).

(1) FREYSSINET. "Le concept de sous-développement".

1.2.2. La recherche de cohérence.

Ces divers points illustrent bien une tendance du groupe, il apparaît de plus en plus qu'elle est une caractéristique très générale dans sa recherche : elle s'exprime par le besoin d'acquérir une vision plus globale, plus cohérente, plus intégrée du milieu où on intervient et des méthodes utilisées. La prise de conscience de ce besoin fut progressive : les premières critiques portaient sur une vision trop parcelaire du milieu mais elles ont conduit à prendre en compte l'ensemble des relations et des contraintes qui permettaient d'interpréter son fonctionnement. Cela semblait nécessaire même pour des actions limitées à un secteur, à une activité, de telles actions retentissant inévitablement sur l'ensemble des activités et des comportements.

Les propositions qui découlèrent de ces critiques s'appuient sur des fondements théoriques déjà explicites, mais encore limités, non reliés entre eux, qu'elles concernent la prise en compte des niveaux de décision ou de la classification sociale.

La nécessité d'acquérir cette vision globale et de lier la pratique de l'investigation à une explicitation de la théorie qui la fonde conduisit tout naturellement au besoin d'approfondir une théorie générale, justifiant les premières propositions et permettant d'appréhender globalement la société étudiée et d'avancer un ensemble cohérent de propositions.

Comme on le voit, il ne s'agit pas d'une démarche purement volontariste, où la cohérence aurait été posée dès le début comme objectif privilégié. C'est en cours de recherche qu'on s'est progressivement rendu compte que l'ensemble des critiques conduisait à une vision plus intégrée de la réalité, que l'approfondissement théorique nécessaire à la poursuite des travaux permettait de constituer un corps de méthodes plus cohérentes et mieux justifiées.

Cette prise de conscience a été facilitée par certains outils qui semblaient répondre à des questions soulevées, et qui s'avéraient présenter un aspect original : ils n'avaient pas un caractère sectoriel comme beaucoup des outils classiques (enquêtes démographiques, agricoles, emploi ou consommation ; indice des prix de détail, de gros ; statistiques douanières...). Au contraire, ils étaient de type "longitudinal", en ce sens qu'ils mettaient en rapport des informations en provenance de secteurs très divers, obtenus par des méthodes indépendantes et habituellement présentés séparément. Ce sont ces outils, intégrateurs par nature, qui sont présentés dans le paragraphe suivant.

2. METHODES ET OUTILS A CARACTERE INTEGRATEUR

2.1. UNE OPTIQUE A CONSERVER EN PERMANENCE : LA PRISE EN COMPTE DES NIVEAUX DE DECISION

Comme nous l'avons vu au paragraphe 1.2.1.1., page 21, c'est l'un des points sur lequel s'est d'abord manifesté le caractère trop parcellaire des méthodes courantes. Aborder une société paysanne avec la volonté de prendre en compte les différents niveaux de décision aide à ne pas tomber dans le piège d'une approche sectorielle et trop technocratique.

Si on sait par exemple que le riz est une culture réservée aux femmes, dans un milieu donné, on comprendra qu'un projet rizicole sera considéré par les paysans comme destiné d'abord à assurer l'autoconsommation, et que seul le surplus, après constitution de réserves jugées satisfaisantes par les femmes, pourra être commercialisé ; le temps de travail qu'on pourra espérer concentrer sur les rizières sera le temps disponible après la cuisine et les autres travaux ménagers, et après arbitrage sur le travail à effectuer par les femmes sur les champs de leur mari, sur les champs collectifs etc... : il ne faut pas fonder les prévisions sur le taux de commercialisation des cultures commerciales existantes ni sur le temps de travail que peut fournir la famille, hommes et femmes confondus...

La prise en compte de niveaux de décision mettant en jeu une collectivité importante ou des centres de décision extérieurs à la communauté étudiée conduit à dépasser une vision microéconomique étroite, centrée sur l'unité familiale, considérée comme un agent de la théorie néoclassique et introduit un ensemble de relations bien plus complexe, qui permet une meilleure description de la réalité. L'attribution des terres, le choix des parcelles laissées en jachère sont souvent décidés au niveau du village ; les paysans ont très peu de prise sur les décisions concernant le choix, la mise en place et la gestion

des projets, ou sur des décisions gouvernementales très importantes pour eux, comme la fixation du prix d'achat des produits agricoles.

L'approche du milieu par l'étude des niveaux de décision, telle qu'elle a été présentée plus haut, appelle des approfondissements. La note n° 12 (1) indique une direction dans laquelle on peut s'engager. G. ANCEY propose de relever, lors des enquêtes budgétaires, non seulement les flux monétaires entrant et sortant de l'unité budgétaire choisie, mais aussi les mouvements d'argent à l'intérieur de l'unité. On peut utiliser une notation matricielle pour enregistrer ces mouvements : la population de l'unité est classée en catégories statutaires (chef d'exploitation ; ses épouses ; ses enfants célibataires ; ses enfants mariés ; leurs épouses ; leurs enfants ; ses frères cadets mariés etc...) ; la matrice comporte autant de lignes et de colonnes qu'il y a de catégories ; on inscrit dans la case (i, j) le total des quantités d'argent fournies par la j^{e} catégorie à la i^{e} . Un traitement mathématique simple permet de mettre en évidence les catégories qui donnent plus qu'elles ne reçoivent, et les relations de domination entre catégories (une catégorie domine l'autre si elle "l'entretient", c'est à dire si elle lui donne plus qu'elle ne reçoit d'elle).

Cette approche est évidemment incomplète : le fait qu'une catégorie soit débitrice ou créditrice d'une autre ne signifie rien en soi si on ne cherche pas à connaître l'origine de l'argent. Le fait qu'un chef de famille donne de l'argent à ses épouses, et celui que ses fils lui remettent une partie de leurs gains monétaires sont une expression de la même domination du chef de famille : dans le premier cas, il est normal qu'il redistribue une partie de l'argent de la communauté, dont il contrôle à peu près toute la masse s'il est responsable des cultures commerciales et bénéficie du travail de tous sur les champs correspondants ; de la même façon, c'est lui qui est responsable du champ

(1) G. ANCEY. Une nouvelle approche des budgets familiaux en Afrique. L'analyse matricielle.

vivrier collectif, gère les greniers et distribue aux femmes les céréales nécessaires à la consommation quotidienne ; dans le second cas, ses fils sont obligés de lui verser une partie des gains obtenus par leur travail individuel (migration saisonnière ou champ personnel). Un don d'argent peut donc manifester dans un cas une domination et dans l'autre une dépendance.

On voit que l'étude des flux de monnaie à l'intérieur de l'unité budgétaire est intéressante, mais à condition qu'elle soit complétée par une étude de l'appropriation des produits avant la commercialisation, ou la consommation, et en dernier ressort par l'étude des temps de travail pour d'autres (travail des femmes sur le champ de leur mari ou du chef de famille, des fils sur le champ de leur père (1)).

(1) Dans cette étude des échanges de travail, il ne faut pas oublier que c'est presque toujours le chef de famille qui est responsable du matériel agricole et qu'il décide de son utilisation en fonction de ses objectifs propres ou de ce qu'il estime être les objectifs de la communauté. L'équipement ne sera donc utilisé sur les champs des autres que lorsque le travail sur les champs dont il est responsable sera fait ; de même, en cas d'opération culturelle urgente, le champ collectif est souvent prioritaire. Le chef de famille bénéficie ainsi d'un travail quantitativement plus important, mais aussi plus productif car fait à l'aide du matériel et à la bonne période. On comprend ainsi les différences de rendements obtenus sur des champs différents. Ces pratiques manifestent et reproduisent à la fois l'autorité du chef.

2.2. UNE METHODE POSSIBLE POUR AVOIR UNE VISION GLOBALE
ET PROMOUVOIR DES ACTIONS INTEGREES : L'ANALYSE DE
SYSTEME (1)

L'analyse de système apporte ici une contribution à deux niveaux : d'une part, c'est une façon de systématiser la recherche d'une vision globale du fonctionnement du milieu étudié ; d'autre part, c'est une façon de systématiser la recherche de cohérence dans le choix d'une politique et d'actions de développement, et d'adapter à cette politique les investigations à mettre en oeuvre pour la réaliser.

2.2.1. La compréhension du milieu :

L'analyse de système considère le milieu comme un ensemble de systèmes, entre lesquels jouent des interactions ; chaque système évolue donc en fonction des contraintes imposées par les autres systèmes et par sa propre structure, selon ses caractéristiques propres et en particulier selon les objectifs des agents qui le composent.

Pour l'étude d'une société rurale on distinguera en général le système extérieur (qui regroupe l'administration, le contexte régional, national et international), l'écosystème, le système paysan lui-même. On peut décomposer ce dernier en un sous-système (ou secteur) "production" et un sous-système "relations sociales". Quand on étudie une zone en vue d'évaluer un projet, on pourra distinguer un sous-système "projet" dans le système extérieur.

Mais l'important dans la démarche "systémique" n'est pas ce découpage : ce sont les interactions, les contraintes et les différents objectifs qu'il permet de

(1) L'analyse de système, son utilisation pour l'approche d'un milieu, et la construction d'un ensemble cohérent d'investigations au service d'actions de développement constituent le sujet de la note n° 18 (P. THENEVIN, Cadre d'intégration et approche systémique).

mettre en évidence.

Il permet de systématiser la recherche :

- des niveaux de décision propres au système paysan et au système extérieur, et de leurs objectifs respectifs ;

- des contraintes imposées aux niveaux de décision et plus généralement à chaque système par les autres systèmes en raison des constructions existant entre leurs objectifs respectifs ou entre la structure de ces systèmes et leurs objectifs ;

- des variables instrumentales qui sont à la disposition des niveaux de décision et leur permettent de modifier les contraintes pour se rapprocher au mieux de leurs objectifs.

On peut résumer les résultats que donne la méthode appliquée au sous système production du système paysan dans un schéma comme celui du tableau II, page 42 bis.

2.2.2. Choix des actions de développement et des méthodes d'investigation correspondantes.

Quand on a mené à bien la phase précédente, il reste à utiliser les résultats pour l'action. On a décelé les mécanismes importants, les interactions et les contradictions fondamentales : la meilleure connaissance du milieu doit aider à choisir une politique de développement adaptée, permettant de résoudre les contradictions les plus graves, de déterminer des objectifs généraux pour les interventions qui soient compatibles avec la structure du milieu rural, avec sa dynamique, avec ses objectifs propres : cela permettra de choisir, de mettre en oeuvre et de réussir des actions de développement adaptées et acceptables par les paysans.

Tableau II

SOUS-SYSTEME PRODUCTION

Schéma des interdépendances

Schéma des interdépendances

Facteurs de production)
Système de prix) D'où :
Allocation des surfaces) production en
.....) quantité et valeur

(Prise en compte des centres de décision
des groupes sociaux
du niveau régional)

CONTRAINTES

Facteurs de production. Comportements
Temps de travail par période
Terre : jachères, assolements...
Pluviométrie
Inputs (équipement, engrais, traitements...)
et possibilités de financement.
Prix relatifs
...

OBJECTIFS

Alimentation
Revenu net
Risque minimum
Pouvoir
Modèle de consommation
Temps disponible pour
activités extra économiques
...

VARIABLES INSTRUMENTALES

des différents niveaux de décision

introduction de la culture attelée
irrigation
amélioration des pratiques culturales
modification des prix relatifs
...

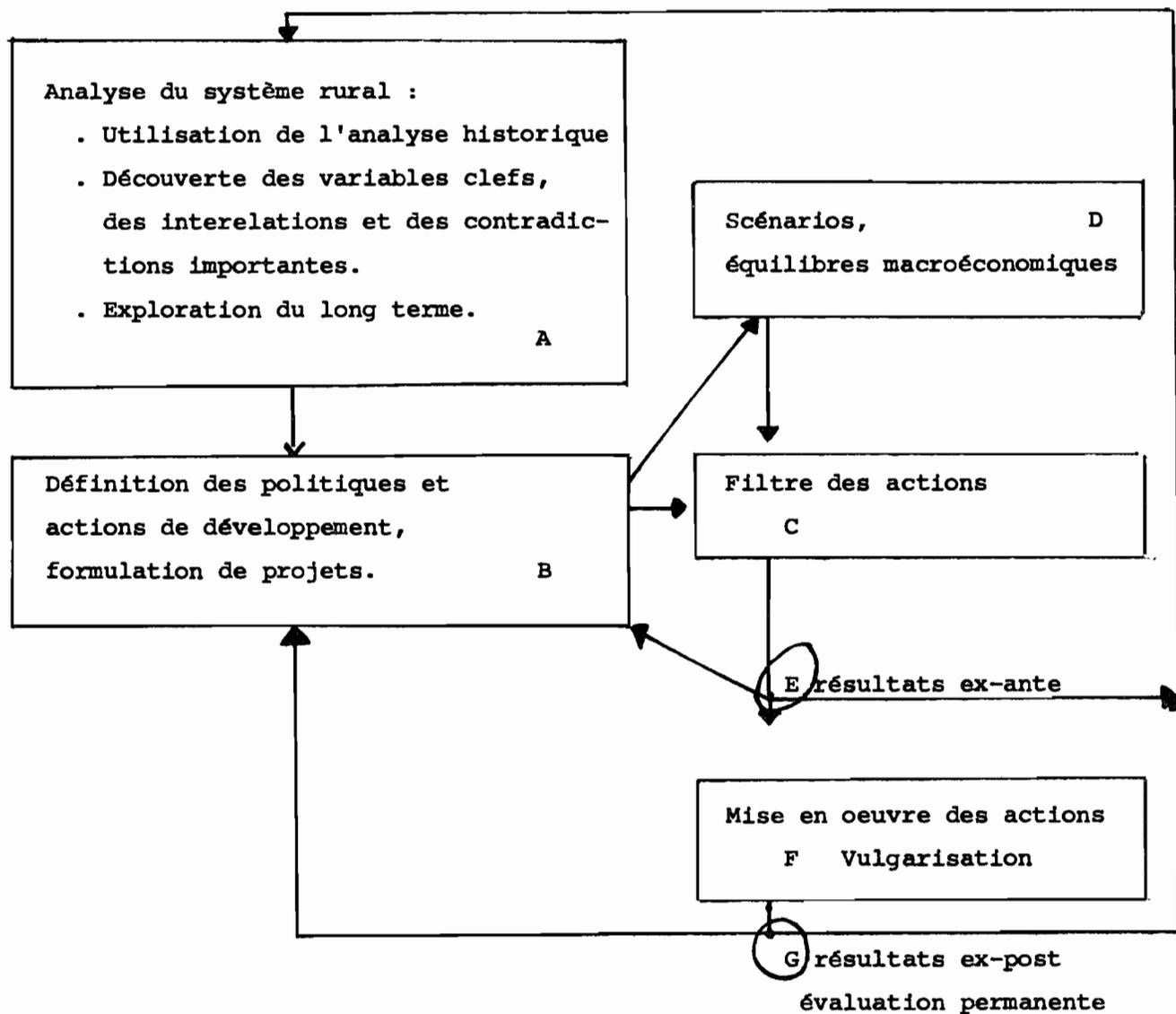
Il s'agit donc d'organiser les connaissances au service de l'action, en mettant en place un système coordonné d'investigations visant à compléter les informations déjà disponibles et de suivre la réalisation des projets. Ce dernier point est fondamental : l'analyse de système appliquée à l'intégration des connaissances au service de l'action, que P. THENEVIN appelle approche systémique (1), accorde une place de choix aux "bouclages". Le suivi des projets, les informations qu'on collecte sur les réactions du milieu aux actions de développement, sur l'écart entre réalisation et prévisions permettent de modifier les modalités de l'action en cours de projet, pour mieux atteindre les objectifs. On peut ainsi améliorer l'analyse de système, faite lors de l'évaluation ex ante et par conséquent améliorer par l'expérience la connaissance du milieu, mieux contrôler la réalisation du projet et tenir compte de ces enseignements pour le choix de projets ultérieurs.

(1) Voir en particulier le deuxième chapitre, pages 8 à 31, et l'avertissement, page 2, de la note n° 18 (Cadre d'intégration et approche systémique).

Voici le schéma que P. THENEVIN donne pour décrire l'approche systémique :

TABLEAU III

SCHEMA DE L'APPROCHE SYSTEMIQUE



La phase A est celle de l'analyse de système proprement dite, décrite ci-dessus au paragraphe 2.2.1. Elle débouche sur la définition du projet.

La phase C (filtre des actions) traduit un double arbitrage.

D'une part, il s'agit d'un test sur la façon dont le milieu rural acceptera les interventions prévues. Il ne s'agit pas d'une optimisation, mais d'une simulation des réactions des paysans, pour vérifier que les réactions vont dans le sens désiré et qu'on réussit à desserrer les contraintes les plus gênantes... P. THENEVIN a montré à ce propos tout l'intérêt d'une quantification et d'un traitement de l'information par des programmes linéaires de dimensions très modestes et par conséquent très souples et bien contrôlables.(1).

D'autre part, le rôle de ce filtre est de coordonner, en fonction des considérations macroéconomiques de la phase D, les choix des projets proposés en B.

Le résultat de l'ensemble de cette démarche constitue l'évaluation ex ante (phase E), qui précise les choix effectivement réalisés et leurs conséquences. C'est là qu'interviennent les premières rétroactions : on comparera les prévisions avec ce qu'on connaît de l'évolution de la société et avec les objectifs généraux de la politique de développement, pour vérifier leur compatibilité ; ce qui pourra conduire à modifier les objectifs de l'intervention avant la mise en oeuvre sur le terrain.

La phase F est celle de la réalisation. A la phase G, le suivi (ou évaluation permanente) et l'évaluation ex post conduisent à vérifier la validité des prévisions et à justifier les choix initiaux. Si on constate des divergences, il faudra affiner et corriger l'analyse initiale (nouvelle phase A) et le choix des projets ultérieurs (nouvelle phase B) en fonction des leçons tirées de l'expérimentation.

(1) Voir par exemple "Planification et comportement des centres de décision en milieu rural", série Méthodologie de la Planification, n° 8. Ministère de la Coopération. Paris, Septembre 75.

L'analyse de système aide donc à dépasser les approches sectorielles et les visions trop analytiques. Elle doit servir à prendre en compte simultanément les différents aspects d'une réalité, à acquérir une vision globale et structurée de l'objet d'étude et d'intervention. Il ne faut cependant pas en faire une théorie générale : c'est plutôt une méthode qui permet "d'organiser le bon sens", de faciliter une vision globale et d'éviter les omissions. Elle doit être replacée au service de l'ensemble de la démarche, qui va d'une étude approfondie, fondée sur une conception théorique aussi explicite que possible, à des actions coordonnées en passant par un choix d'objectifs compatibles avec la structure du milieu, avec ses objectifs et sa dynamique propre.

2.3. DES OUTILS QUI FAVORISENT UNE VISION GLOBALE DE LA REALITE.

2.3.1. L'enquête de description d'échantillon

L'analyse des résultats d'une enquête est la plupart du temps composée en grande partie de tableaux croisés où les chiffres sont donnés par catégories de population. Ces catégories ne correspondent pas aux strates utilisées pour le tirage de l'échantillon. En effet, ces strates sont définies par des critères trop simplistes, ce qu'on ne peut guère éviter vu la mauvaise qualité des bases de sondage existantes. Les critères de stratification peuvent être la taille du village pour le sondage des unités primaires (elle est obtenue par un recensement démographique plus ou moins récent, ou même par un recensement administratif); l'activité principale ou l'ethnie du chef de famille, ou la taille de la famille pour le sondage des unités secondaires (si un recensement fournit l'un de ces renseignements). Le but de la stratification est d'ailleurs simplement de diminuer la variance des estimations globales, ce n'est pas de fournir des catégories d'analyse.

Ces dernières sont alors définies par des variables statistiques simples issues de l'enquête et au mieux par des croisements de ces variables : niveau de revenu, âge du chef de ménage, nombre d'actifs dans la famille, caractéristiques du village... (1). Il s'agit d'une sorte de stratification a posteriori. Mais ces catégories restent très simplistes : étudier la structure des dépenses en fonction du niveau de revenu, par exemple, a un côté tautologique !

L'enquête statistique conçue de cette façon pourra donner des estimations relativement précises sur des flux ou des stocks globaux, mais sera très difficilement utilisable pour des études de dynamique : pour comprendre et prévoir une évolution, il vaut beaucoup mieux avoir défini précisément comment varie la variable étudiée en fonction des groupes sociaux et de leurs relations, même si on a une précision moindre pour les mesures globales et par catégories (2).

L'enquête de description d'échantillon est une étape intermédiaire, qui permet de ne réaliser une enquête statistique visant à mesurer des flux et des stocks qu'après avoir repéré sur le terrain la structure sociale et plus généralement les caractéristiques des unités auxquelles se rapportent les flux et les stocks visés. Elle permet d'opérer en effet une stratification-classification qui ne soit plus seulement un outil pour diminuer la variance de l'estimation globale d'un flux ou d'un stock mais aussi un moyen d'étudier comment varie ce flux ou ce stock par groupe social ou selon les caractéristiques des unités correspondantes. Mieux vaut bien

(1) Le paragraphe II.A.3, page 39 de la note (R. HALLU. Bilan et limites des enquêtes...) étudie les critères effectivement utilisés. (Note n° 19).

(2) L'importance de la définition de groupes sociaux est détaillée dans le paragraphe 2.1. de la note n° 20 (M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes...), Pages 29 à 35.

souvent perdre de la précision dans l'estimation d'un flux si on progresse dans l'analyse des facteurs de variations de ce flux.

L'enquête de description d'échantillon se place donc en aval des enquêtes de base décrites au paragraphe 3.1., page 56.

Selon cette optique ces enquêtes de base doivent permettre :

- de mieux comprendre la structure et la dynamique du milieu ;
- de déterminer les contradictions principales, les mécanismes et les comportements fondamentaux, les variables et les centres de décision importants ;
- de choisir une unité centrale pour l'investigation (1) ;
- de définir les groupes sociaux, les critères permettant de les repérer sur le terrain et les variables d'analyse les plus importantes.

On réalise ensuite l'enquête de description d'échantillon, sur un gros échantillon tiré au sort sur lequel on relève les critères permettant d'opérer la classification. Il s'agit donc d'estimer la structure de l'univers statistique étudiée en fonction des variables d'analyse identifiées par les enquêtes de base.

(1) Rappelons qu'une bonne unité centrale est celle qui permet à la fois une collecte facile, avec prise en compte des autres niveaux de décision, et une exploitation aussi riche que possible : voir plus haut le paragraphe 1.2.1.1., les niveaux de décision, en particulier les pages 23 et 24.

Les variables qualitatives et quantitatives sont nombreuses et touchent des domaines divers :

type d'activité des différents membres de l'unité ; structure socio-démographique de l'unité ; activités de ses membres ; cultures, statut des champs, mode de mise en valeur et de faire-valoir, équipement, division du travail pour les opérations culturelles ; autres sources de revenus, monétaires ou non ; problèmes de soudure, endettement ; mode de vie, type de consommation etc... Mais ces variables sont souvent faciles à obtenir, au cours d'un passage unique : une interview approfondie permet de cerner les variables qualitatives, d'estimer les variables quantitatives avec une précision suffisante (1), d'autant plus que les enquêtes de base ont indiqué ce qu'il fallait chercher et ont permis de tester des méthodes de collecte allégée (2).

L'exploitation de ces données permet déjà d'avoir une connaissance approfondie du milieu, y compris en termes quantitatifs, avec détermination de la structure socio-démographique de la population, de la taille des différents groupes sociaux etc... Outre l'ensemble des informations ainsi obtenues, dont nous reparlerons au paragraphe 3.3, page. 69 , cette enquête fournit une base de sondage beaucoup plus riche que celles qui existent actuellement : elle permet de réaliser des enquêtes approfondies sur un petit échantillon mais avec cependant les effectifs suffisants dans

(1) Pour avoir plus de précision sur les enquêtes, on se reportera au paragraphe 3.2.3., pages 41 à 47, de la note n° 18 (P. THENEVIN. Cadre d'intégration et approche systématique).

(2) On n'a pas toujours besoin de recourir à une enquête lourde classique pour obtenir des résultats quantitatifs : la note n° 23, en cours de publication propose un schéma d'enquête très allégée à passage unique pour l'évaluation de la consommation annuelle, l'évolution du niveau des prix et du niveau de vie.

chaque groupe social ou dans chaque catégorie d'analyse retenue, et de fournir des résultats quantitatifs pour chacun d'eux (et non plus seulement des moyennes peut-être peu significatives du point de vue statistique, pour des catégories sans réelle signification socio-économique).

L'enquête de description d'échantillon est donc une enquête légère car on aura déterminé par les enquêtes de base les critères et les variables fondamentaux, et d'observation facile) et sur gros échantillon, qui a pour objectif une vision synthétique de la structuration socio-économique du milieu étudié.

2.3.2. Les indicateurs de transition

La théorie de la transition, présentée au paragraphe 1.2.1.3., pages 30 à 35, permet d'éviter une conception trop linéaire de l'évolution des sociétés vers la formation sociale capitaliste périphérique, où le développement se mesurerait à la variation régulière de certaines variables statistiques (croissance du revenu monétaire ; décroissance de l'autoconsommation...). Elle souligne que certains phénomènes, tout en gardant des apparences voisines, changent profondément de signification selon le stade d'évolution : la dot, même monétarisée, reste un rapport entre communautés lignagères, voisin du rapport précapitaliste, pendant l'absorption et devient un rapport inter-individuel, orienté vers l'appropriation de surplus, pendant la dissolution ; le métayage peut occulter des rapports de domination inversés entre propriétaire et producteur avant et après une réforme agraire (1).

(1) Voir l'exemple de la région du lac Alaotra, à MADAGASCAR, donné page 32.

Il ne suffit donc pas de suivre l'évolution de variables statistiques pour interpréter les transformations du milieu : il faut savoir interpréter les phénomènes qui donnent lieu à observation ou à mesure, en fonction de l'étape où en est arrivé le processus de transition. L'observation n'est plus alors fondée sur une théorie implicite, acceptée sans réflexion sur sa validité pour la société en cours d'étude. Elle devient un moyen de repérer un stade dans une évolution qu'on a interprétée et comprise, et dont on peut prévoir l'évolution ultérieure, au moins dans ses grandes lignes. Elle permet de tester la conception de la transition qu'on a élaborée, de l'adapter aux caractéristiques particulières du milieu, de l'améliorer si nécessaire.

Au lieu de suivre systématiquement un grand nombre de variables statistiques qui n'ont pas toutes été choisies pour des raisons précises, dont l'interprétation est parfois difficile et qui conduisent à traiter une masse très importante de données, il est intéressant de privilégier un nombre plus réduit d'indicateurs de transition, choisis en fonction du stade atteint par le milieu étudié et du type d'intervention projeté : ces indicateurs permettront de connaître avec plus de précision l'évolution en cours, d'en suivre de près les phases critiques, d'intervenir rapidement si des phénomènes imprévus apparaissent. Ils pourront donc servir à mieux contrôler les effets des politiques et des actions de développement, et éventuellement à corriger celles-ci régulièrement et efficacement en fonction des objectifs poursuivis.

Dans l'exemple de la région du Lac Alaotra, la variable "proportion de la superficie cultivée en métayage" a peu d'intérêt. En revanche, l'étude des conditions de métayage (proportion de la récolte cédée au propriétaire) accompagnée de celle de la comparaison du statut social des anciens et des nouveaux métayers

permet de vérifier l'analyse précédente et de la confirmer par des données quantitatives.

Le rapport entre la rémunération de l'heure de travail du petit producteur rural (1) et la rémunération de l'heure de travail incorporé dans les biens qu'il achète définit les termes de l'échange entre production agricole locale et produits du secteur capitaliste. Ces termes de l'échange constituent des indicateurs de transition extrêmement significatifs. La note 22 (2) en montre tout l'intérêt pour comprendre le dynamique fondamental de l'évolution des sociétés rurales.

Il s'agit donc de remplacer une collection de variables statistiques mal reliées entre elles et choisies sans justifications explicites, par un nombre plus restreint d'observations, choisies à bon escient en fonction d'une analyse explicative du fonctionnement du milieu et de son évolution.

(1) Volume de la production X prix à la production / nombre d'heures de travail incorporées dans ce volume de production (en fait on utilise des indices par rapport à une période de référence).

(2) Volume de la consommation achetée X prix à la consommation / nombre d'heures de travail incorporées dans ce volume de biens de consommation achetés au secteur capitaliste (on utilise là aussi des indices).

2.3.3. Le fichier de villages (1)

C'est un outil que de nombreux chercheurs et praticiens du développement essaient de mettre en place depuis longtemps.

On a voulu d'abord s'en servir comme base de sondage pour tirer des villages comme unités primaires dans les enquêtes statistiques : le fichier rassemble en effet des informations diverses permettant une stratification plus intéressante qu'une simple liste des villages et de leur population (obtenue par un recensement démographique ou administratif). Mais le fichier a, on le sait depuis longtemps, d'autres avantages : il permet de rassembler des informations dispersées (dans différents ministères, dans d'autres organismes, dans les chefs lieux des circonscriptions administratives etc...) et de les présenter de manière cohérente. Le niveau d'agrégation choisi, celui du village, a l'avantage de représenter une unité socio-économique d'une autonomie évidente, mais suffisamment importante pour qu'un fichier national reste manipulable.

Le fichier de villages permet donc d'abord de présenter de manière intégrée les données existantes. Mais la constitution d'un tel fichier sous la responsabilité d'un service ad-hoc peut contribuer efficacement à l'intégration des différentes investigations : lors de l'élaboration de ce fichier, on voit plus clairement les données manquantes ; on découvre

(1) Une publication AMIRA-AFIRD est consacrée aux fichiers de villages : "Les fichiers de village. Problématique générale et expérience gabonaise", par D. GASSE.

les incohérences, les incompatibilités et les redites entre les activités de collecte des différents services concernés. La nécessité de mener une enquête sur le terrain pour la définition précise des unités villageoises et pour la collecte de données déjà existantes permet en même temps la collecte de nouveaux renseignements.

Le fichier de villages est un excellent exemple de ces outils "longitudinaux", ou "horizontaux", qui incorporent systématiquement une grande quantité de données, (souvent obtenues par des enquêtes spécifiques et centralisées au niveau national ou régional), et les regroupent selon une logique nouvelle, logique qui résulte d'une vision globale et inter-disciplinaire de la réalité locale. Là encore il est évidemment nécessaire de ne pas se limiter à une vision atomisée du milieu, selon laquelle ce milieu ne serait qu'une simple juxtaposition d'unités villageoises : le fichier de village n'est pas une fin en soi, il doit aussi faciliter l'analyse des contraintes propres aux niveaux géographiques et socio-économiques supérieurs, régionales par exemple, tout comme il doit servir de base à l'étude aux niveaux inférieurs (enquêtes auprès des ménages...).

Après avoir vu un certain nombre d'outils qui poussent à l'intégration, il reste à présenter de façon systématique un système cohérent d'investigations qui s'appuie sur le cadre théorique précédemment présenté, qui coordonne le mieux possible les méthodes employées et qui fournisse l'information nécessaire à l'établissement et au contrôle de la politique de développement.

3. UN CADRE INTEGRATEUR POUR L'INVESTIGATION

Il est inévitable, dans la présentation d'un tel cadre, de décrire successivement les différentes méthodes et les différents outils à mettre en oeuvre. L'ordre adopté sera donc un ordre chronologique pour l'expérimentation de ces méthodes : chaque étape fournit des informations importantes, très utiles pour la mise en oeuvre de la suivante. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue la logique générale de ce cadre. L'objectif est de mettre en oeuvre un système cohérent d'investigations, où chaque outil utilise des résultats fournis par les autres et les nourrit à son tour. Un tel système est par nature permanent : à la fin de sa mise en place on aura obtenu des informations nouvelles qui remettront en cause certaines hypothèses et certaines méthodes des premières étapes. Certaines enquêtes seront répétées périodiquement sous une forme voisine ; d'autres demanderont une simple mise à jour, ou un approfondissement ; il sera sans doute nécessaire d'utiliser de nouvelles méthodes et de lancer d'autres enquêtes, pour obtenir des données dont l'importance sera apparue progressivement...

Il n'y a donc pas emploi successif de diverses méthodes, mais emploi coordonné. Seule la mise en place du système fait intervenir successivement des méthodes. L'exemple de la constitution et de l'utilisation du fichier de villages montre clairement la façon dont il faut concevoir ce genre d'outil "longitudinal".

On peut commencer la réalisation d'un fichier de villages en rassemblant simplement des informations existantes, mais éparses : noms et population administrative obtenus dans un répertoire de villages ; données sur la production agricole et les conditions naturelles obtenues au Ministère de l'Agriculture ; nature des équipements (écoles, dispensaires) par enquête auprès des ministères correspondants (Education, Santé) etc... On disposera à ce stade d'un fichier léger, utilisable pour une stratification avant tirage des unités primaires dans une enquête statistique. Les résultats de cette enquête pourront d'ailleurs compléter les données figurant

au fichier. Une enquête sur le terrain est de toute manière bien souvent nécessaire pour compléter et vérifier les informations, et pour résoudre des problèmes spécifiques : la définition légale des villages est fréquemment peu satisfaisante et des modifications ont lieu en permanence (éclatements, regroupements, disparitions). Les passages sur le terrain devront donc être répétés périodiquement, pour assurer la mise à jour. Cet approfondissement peut avoir des conséquences sur la conception d'autres enquêtes : une modification de la définition de l'entité villageoise modifiera d'abord la base de sondage des unités primaires... On voit que le fichier village utilise, tout au long de son élaboration et de sa mise à jour, d'autres outils, mais qu'en même temps il sert à leur utilisation. Dans la présentation qui suit il ne faut pas perdre de vue ces possibilités d'enrichissement réciproque : c'est l'un des intérêts majeurs d'un système intégré d'investigations.

3.1. LES ENQUETES DE BASE

On ne peut améliorer de manière décisive la qualité des informations collectées sans se baser sur une compréhension globale du fonctionnement et de l'évolution du milieu. Cette première étape est indispensable. Elle doit aboutir au moins :

- à la définition correcte des critères et des mécanismes de différenciation sociale et par conséquent à la définition des principaux groupes sociaux ;

- à l'identification des niveaux de décision les plus importants et par conséquent à la délimitation des unités socio-économiques de base ;

- à la caractérisation du processus de transition dans le milieu considéré et par conséquent à la reconnaissance des indicateurs significatifs de ce processus de transition ;

- au repérage des contraintes les plus fortes et des principaux objectifs poursuivis aux différents niveaux de décision ;

- à l'évaluation des interactions reliant niveaux de décision, objectifs, contraintes, variables instrumentales ;

- à la sélection des variables dont l'observation est nécessaire pour observer, orienter, contrôler l'évolution du milieu.

3.1.1. La synthèse des données existantes

La documentation sur les milieux étudiés, qui est souvent abondante, est trop peu utilisée : les monographies, recherches et études scientifiques (anthropologie, sociologie...), les rapports d'enquêtes antérieurs (recensements démographiques, enquêtes socio-économiques diverses, enquêtes agricoles...), les études de projet, les données administratives fournissent une somme d'informations qu'il faut essayer d'exploiter au mieux en fonction des objectifs qu'on veut atteindre.

3.1.2. Les enquêtes de base proprement dites

Cet inventaire bibliographique et documentaire ne permet pas en général d'obtenir toutes les informations souhaitées. Il est indispensable de le compléter par des études ad hoc approfondies. L'objectif à cette étape, n'est pas l'estimation globale de variables quantitatives : l'enquête sur échantillon représentatif est inutile. Seule une approche de type monographique peut permettre d'obtenir des résultats qualitatifs sur le mode de fonctionnement du milieu ou de la zone à étudier.

Les mesures effectuées dans ce cadre serviront à illustrer les résultats, à justifier des hypothèses, à montrer l'importance relative de divers phénomènes : il s'agit en fait de "quantifier pour mieux qualifier" (P. THENEVIN).

Pour y parvenir, le choix raisonné est avantageux. On choisira quelques villages de façon à obtenir un représentant de chacune des catégories de villages de la zone

concernée (1), et on y réalisera des monographies. Ces dernières devront comporter une étude approfondie de quelques unités familiales, dont l'éventail couvrira les différentes catégories sociales existant dans le village. Cette étude intégrera les enquêtes quantitatives connues (budget, consommation, production, emploi du temps...) (2), mais devra les compléter par des études plus fines et plus qualitatives, qui aideront :

- . à déterminer les différents centres de décision et leurs comportements (en termes d'objectifs, de contraintes, de moyens),

- . à préciser l'impact sur le milieu des centres de décision extérieurs, en particulier des organismes institutionnels (gouvernement, sociétés d'intervention, etc...),

- . à faire comprendre comment s'opèrent les arbitrages entre objectifs contradictoires, explicites ou implicites ; (3).

Le petit nombre de villages et d'unités familiales touchées doit permettre une synthèse de ces diverses approches. L'enquête réalisée au Sénégal en 1974-75 (4) avait un objectif de recherche de ce type. Mais elle poursuivait en même temps un objectif plus classique, très voisin de celui des enquêtes statistiques quantitatives à objectifs multiples. Entre la taille de l'échantillon nécessaire pour atteindre le second objectif et la lourdeur de questionnaires visant à saisir l'ensemble de l'activité économique, entre la vision uniformisante d'une enquête

(1) On voit l'intérêt d'utiliser dès ce stade un fichier de village, même incomplet.

(2) Rappelons qu'il existe des méthodes allégées par rapport aux enquêtes statistiques classiques : voir paragraphe 2.3.1., en particulier Page 48 note 1

(3) Le paragraphe 3.2.2., page 36, de la note n° 18 (P. THENEVIN. Cadre d'intégration et approche systémique) donne une description détaillée des informations qu'on cherche à obtenir dans les enquêtes qualitatives de ce genre.

(4) Voir la note n° 10 (P. VERNEUIL. Note pour un bilan critique de l'enquête expérimentale Sénégal 74-75.

statistique et la volonté de découvrir les caractères spécifiques de chaque unité, entre la collecte de données inévitablement quantitatives dans les enquêtes courantes et la nécessité d'obtenir aussi des données qualitatives, les contradictions étaient fortes. Il semble indispensable de dissocier les deux types d'objectifs. L'enquête de base se propose d'atteindre le premier ; elle permettra d'améliorer la réalisation du second.

L'étude approfondie et synthétique d'unités familiales ne constitue évidemment pas le seul objectif de la monographie villageoise : il faut étudier aussi les phénomènes qui interviennent au niveau du village (structures foncières, gestion du terrain et organisation de l'espace villageois, comportements lignagers, utilisation des équipements, impact des projets de développement...).

Les monographies villageoises seront accompagnées d'une étude du cadre régional et national, destinée à approfondir la connaissance des relations du village avec l'extérieur : étude des flux migratoires saisonniers et définitifs, circuits commerciaux, et en particulier approvisionnement et conditions de l'offre, pôles d'attraction urbains et semi-urbains, mécanisme de fixation des prix, conditions des échanges.

3.1.3. Détermination d'entités régionales ou zonage.

Comme on le voit, ces enquêtes de base ne peuvent se réaliser simultanément de la même façon sur l'ensemble d'un territoire : elles sont approfondies, mais portent sur un échantillon trop réduit pour permettre d'obtenir des résultats "significatifs" pour chacune des catégories couvrant l'éventail des villages et des groupes sociaux ; il faut donc limiter la différenciation introduite par les conditions naturelles et le mode de mise en valeur. On ne peut concevoir une même enquête de base pour étudier une société pastorale nomade en milieu sahelien et une société

d'agriculteurs sédentaires dans une zone soudanienne ou sub-guinéenne. Il faut définir des zones cohérentes où on puisse faire une enquête avec des questionnaires semblables.

Mais une zone ne doit pas être considérée -avant tout- comme une unité territoriale homogène, c'est-à-dire où un critère est dominant. Il ne faut pas isoler la ville de la campagne, la vallée du plateau, l'unité "moderne" de l'unité territoriale "archaïque", etc... : cette conception analytique séparant des catégories sociales et des espaces supposés homogènes est en fait une conséquence de la théorie dualiste. Il faut envisager la zone comme étant avant tout une unité territoriale animée par une dynamique déterminée (et résultant de contradictions / contraintes observées et dominantes) et dans laquelle les notions de complémentarité et / de différenciation contradictoire sont prédominantes par rapport à l'homogénéité. Ainsi, dans la pratique, seront groupées dans une même zone : la ville et son environnement immédiat (contradiction à deux pôles : ville / campagne), les vallées et les plateaux des zones à reliefs accidentés etc..., les deux unités étant considérées comme les deux pôles d'une même unité dialectique" (1).

On peut réaliser ce zonage en regroupant des unités administratives pour lesquelles certains critères sont analogues (les unités les plus petites sont souvent les arrondissements, ou les cantons). Un découpage sommaire peut être réalisé par compilation de données existantes. P. THENEVIN a ainsi réalisé un zonage de la Haute Volta, en utilisant les critères suivants : pluviométrie, qualités des sols,

(1) Ce passage s'inspire de très près du "Bilan départemental Tahoua 1977" du Service Départemental du Plan nigérien, P. 59 (Analyse par zone-méthodologie).

densité de la population, densité de bétail, occupation des sols, ethnies, comportements migratoires (1). Dans certains cas, un zonage précis existe déjà. Le livre "Les paysans du Sénégal", de P. PELISSIER, fournit un tel découpage, fondé sur les conditions naturelles et la mise en valeur : une actualisation rapide fournirait un excellent zonage pour le bassin arachidier sénégalais et la Casamance. Dans d'autres cas, une enquête rapide sur le terrain peut être nécessaire : un passage auprès des chefs d'arrondissement et de responsables administratifs locaux permet de collecter l'information nécessaire. C'est ce qui a été fait pour la préparation de l'enquête réalisée au Sénégal en 1974-1975 (2).

Ces enquêtes de base doivent servir à spécifier les caractéristiques locales du processus de développement. Elles permettront de délimiter dans chaque cas l'unité sociale ou géographique centrale de collecte tout en tenant compte des autres niveaux de décision ; elles mettront en évidence les formes particulières de la transition, et de la différenciation sociale... Par exemple, dans une zone où il n'y a pas saturation foncière, le problème d'accès à la terre ne se posera pas. Les paysans aisés se définiront plus par la possession de matériel que par un droit d'usage sur la terre. Au contraire, dans une vallée irrigable, c'est souvent le droit d'usage sur les terres les plus basses qui est déterminant...

(1) "Planification et comportement des centres de décision en milieu rural" série Méthodologie de la planification, n° 8. Ministère de la Coopération. Paris.

(2) Dans ce cas, l'objectif était de réaliser une sorte de stratification géographique, de façon à obtenir un échantillon suffisamment diversifié. Le découpage lui-même était très comparable.

Ces enquêtes de base devront être coordonnées, puisque les résultats qu'on en attend sont définis en fonction du canevas général d'investigation qui sera précisé au cours des étapes suivantes. On emploiera donc des méthodes différentes éventuellement selon les milieux, mais donnant des informations sur les mêmes catégories de phénomènes.

On ne peut évidemment réaliser simultanément les enquêtes de base dans toutes les zones d'un pays. Les premières pourront par exemple être réalisées lors d'évaluation ex ante de projets de développement.

3.2. LA PLANIFICATION

Les enquêtes de base ont pour objectif essentiel l'amélioration de la connaissance du milieu. Elles ne sont pas nécessairement directement opérationnelles mais elles servent à améliorer de manière décisive les enquêtes opérationnelles réalisées en aval.

Avant de parler de ces dernières il convient de replacer le dispositif d'investigation dans le cadre général de la planification du développement compte-tenu des critiques sur certaines pratiques courantes évoquées au paragraphe 1.1. pages 14 à 21 (1).

La planification vise à définir une stratégie de développement, à déterminer les objectifs sectoriels et les politiques spécifiques cohérents avec la stratégie adoptée, à choisir des projets permettant d'atteindre ces objectifs et des mesures susceptibles soit d'inciter les différents centres de décision à réaliser ces

(1) Une vue synthétique des questions soulevées par la planification est donnée dans le Note n° 2 (G. WINTER : Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain). On pourra se reporter aussi aux articles suivants :

G. WINTER "Intérêts et limites des méthodes quantitatives de la planification en Afrique" in Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, Vol XII n° 3, 1975, P. 235-248 et G. WINTER "La population rurale et le Planificateur" in Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, Vol XIV, n° 1 1977, p. 19-25.

projets soit de traduire dans les faits les politiques spécifiques choisies.

Du point de vue strictement technique la planification consiste essentiellement à étudier et à mettre en oeuvre des projets productifs, à évaluer leurs répercussions au niveau global et dans le cadre de la comptabilité nationale pour s'assurer d'une part qu'ils sont compatibles avec les équilibres économiques et financiers et avec les perspectives de croissance à long terme et d'autre part que la croissance de la production et des revenus qu'ils engendrent permettent d'assurer, par l'intermédiaire du budget de l'Etat, le financement des infrastructures économiques et sociales.

Plus fondamentalement la planification se propose de coordonner des actions de développement, de rendre cohérents les comportements des agents économiques, d'assurer au niveau national ou régional certains équilibres stratégiques : finances publiques, paiements extérieurs mais aussi distribution spatiale de la population et des activités, répartition des revenus, affectation des investissements en fonction des besoins à long terme de la population, etc...

Elle utilise généralement comme cadre de cohérence la comptabilité nationale et comme outils des techniques quantitatives faisant appel à l'économétrie, en particulier les modèles macro-économiques.

Ce type de planification soulève bien des questions et des critiques (1). Du point de vue économique cette approche quantitative privilégie tout naturellement ce qui est facilement mesurable. Elle a donc une tendance irrésistible à assimiler le développement du pays au développement des rapports marchands. Or ce dernier se fait le plus souvent au détriment des activités non-

(1) On trouvera un inventaire systématique de ces questions et critiques dans la 2ème partie de la Note 2 de G. WINTER.

marchandes, en particulier de la production vivrière autoconsommée, si bien que ce développement quantitatif et apparent s'accompagne souvent d'un sous-développement réel : risque alimentaire croissant, sensibilité plus élevée aux aléas climatiques, paupérisation de couches plus ou moins larges de la population avec comme conséquence un exode rural et une urbanisation incontrôlables, un chômage ou un sous-emploi urbain en croissance rapide...

En restant dans le domaine technique il faut reconnaître que les aléas et les incertitudes de mesure relatives aux grandeurs économiques rendent quelque peu douteuse la recherche des équilibres macro-économiques à moyen terme. Le doute s'accroît si la planification utilise non plus seulement des techniques de cohérence mais aussi des techniques d'optimisation. Il apparaît ainsi illusoire de chercher à minimiser une fonction-objectif à un niveau très agrégé comme le niveau national. En effet les objectifs des différents niveaux de décision sont multiples, contradictoires, non réductibles à une fonction de préférence collective. De plus, une solution optimale est presque toujours extrêmement sensible aux contraintes et aux aléas de l'environnement. Comme on ne peut prévoir leur évolution à moyen terme, l'optimisation du plan risque à tout moment d'être rendue obsolète par des évolutions imprévues (1).

La réponse à ces questions et l'analyse de ces critiques peuvent apparaître comme conditionnant très fortement les solutions à apporter au problème de l'amélioration du dispositif et des méthodes d'investigation, dans la mesure où cette recherche de la

(1) On trouvera une intéressante critique de l'optimisation, à laquelle on oppose la simulation des comportements, dans P. THENEVIN : "Planification et comportement des centres de décision en milieu rural", et "Analyse de système et modélisation", Séminaire à Tanger sur la planification agricole et la population (FAO, Rome, 1976).

cohérence, des équilibres, voire de l'optimum, à moyen terme polarise dans bien des pays tout l'appareil statistique et comptable et même l'étude des projets, et cela au détriment de tout cadre d'analyse des actions et d'interrogation sur les objectifs poursuivis.

En fait une réponse peut être suggérée. Elle consiste à reconnaître que ce qui est "décisif" dans la planification (c'est-à-dire ce qui implique réellement le pouvoir de décision au niveau du gouvernement, de l'Etat, de l'administration) c'est le long terme et le court terme.

Le long terme quand il s'agit de la définition d'une véritable stratégie ou "voie de développement". Le court terme quand il s'agit de la mise en oeuvre des actions et projets de développement et des mesures de politique économique et financière (budget, fiscalité, monnaie, prix etc...). Le moyen terme est un horizon d'étude et d'évaluation commode, utile, techniquement justifié mais il n'est pas réellement décisif au niveau global.

"Il ne faut pas se leurrer en effet sur le sens du mot stratégie utilisé par les techniciens de la planification : une telle stratégie ne porte que sur des contraintes, des complémentarités et des équilibres relatifs à des grandeurs économiques. Or entre les buts généraux du développement (indépendance, croissance rapide, élévation du niveau de vie, réduction des disparités régionales etc...), si évidents et qui engagent si peu qu'on les retrouve dans tous les plans, et cette stratégie "macro-économique" ne s'intéressant qu'à la cohérence et à la possibilité des flux économiques prévus ou voulus, il y a place, et une place finalement très importante, pour le choix d'une "voie de développement".

Et nous entendons par "voie de développement" une stratégie à la fois politique et économique qui porterait explicitement sur la hiérarchie des besoins, sur les règles de fonctionnement de

l'économie, sur les moyens de supprimer les blocages et de résorber les déséquilibres socio-économiques prévisibles à long terme, et qui pourrait aller jusqu'à redéfinir, ou aménager, les rapports entre les principaux centres de décision et entre les diverses formations sociales concernés par l'avenir du pays. Bien évidemment la définition d'une telle stratégie ne rentre pas dans le champ d'application des techniques quantitatives de la planification" (1).

En effet la comptabilité nationale et la planification analysent des flux et des mécanismes économiques. Elles sont inaptes à prendre en compte deux aspects essentiels et intimement liés au devenir à long terme d'un pays en voie de développement :

. La confrontation inégale des forces sociales, intérieures et extérieures, en présence.

. Le processus de transition des sociétés traditionnelles vers un nouveau mode d'organisation économique et sociale ("le mode de production capitaliste périphérique").

C'est très exactement dans le sens de la "prise en compte" de ces deux aspects essentiels que vont la plupart des propositions formulées dans ce Bilan des travaux de Groupe AMIRA relatives au réaménagement des méthodes et du dispositif d'investigation, et inspirées au départ par le souci de rendre plus efficaces l'élaboration, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement rural.

En résumé les objectifs à long terme, qui ne peuvent être quantifiés de façon précise, et ne sont pas économiques au sens étroit du terme, mais politiques, doivent être explicités, en fonction de la connaissance du milieu, de ses tendances, de ses contradictions, de ses blocages ; on doit établir une stratégie s'ins-

(1) G. WINTER "Intérêts et limites des méthodes quantitatives de la planification en Afrique" in Cahiers ORSTOM, Série Sciences Humaines, Vol XII n° 3, 1975, page 237.

crivant dans différents scénarios plausibles, déterminer ceux qui sont les plus favorables et choisir les actions en fonction de ces objectifs stratégiques. Il ne doit donc pas y avoir opposition entre des décisions microéconomiques et une recherche macroéconomique de compatibilité. Les décisions sont prises en fonctions des objectifs à long terme et on doit rechercher leur cohérence à court terme d'abord dans le cadre d'une politique conjoncturelle, ou à horizon annuel, et si possible à moyen terme. Pour ce dernier point, le plan donnera les évolutions possibles aussi loin qu'une prévision quantitative conserve un sens, à peu près cinq ans. Cette prévision à moyen terme n'est pas une prévision objectif, elle n'est pas "impérative", c'est une prévision indicative montrant que si les contraintes évoluent comme il est prévisible, l'ensemble des décisions prises permet de commencer à réaliser efficacement les objectifs à long terme sans faire surgir de contradictions insolubles ni de déséquilibres graves.

Un plan "glissant" serait de ce point de vue bien préférable à un enchaînement de plans quinquennaux qui conduisent à prendre en compte un horizon à moyen terme en début de période et à très court terme en fin de période (1).

Il n'y a donc pas nécessairement deux "filières" d'information à envisager : d'une part une "filière" microéconomique" pour l'évaluation et le suivi des projets qui demanderait une connaissance

(1) Mais d'autres raisons militent fortement en faveur de la planification par périodes quinquennales ou quadriennales. Comme la note P. DUBOIS (INSEE), à l'occasion d'une mission d'évaluation d'un système de planification "Le risque serait grand en effet que cette substitution d'un "plan glissant" à la planification actuelle conduise à dissoudre l'idée même de planification. Celle-ci tire en effet son intérêt de la vague des études approfondies faites à l'occasion de chaque Plan, des travaux des commissions, des débats et décisions politiques qu'elle suscite sur les structures de l'économie et sur les orientations à moyen terme du développement économique et social. Le processus est tel qu'il n'est pas possible de faire annuellement un Plan à moyen terme à horizon décalé chaque année d'un an. Tout au plus pourrait-on faire des prévisions glissantes à moyen terme."

fine du milieu, et d'autre part une "filrière macroéconomique" pour les choix de politique générale, nationale ou régionale, qui pourrait se contenter d'informations sommaires en termes de flux globaux non qualifiés. Au début des travaux du Groupe AMIRA, G. WINTER, dans la première partie de la Note 2 (1) distinguait ces deux filières, l'une à usage microéconomique, l'autre à usage macroéconomique et étudiait leur articulation. Le développement des travaux du Groupe a permis, comme le souhaitait l'auteur de cette Note 2, d'atténuer considérablement la distinction des deux filières, grâce d'une part à une meilleure prise en compte des caractéristiques fondamentales de milieux ruraux en transition et grâce d'autre part à l'évaluation critique du rôle de la planification et à une meilleure appréciation de la portée et surtout des limites des techniques quantitatives de projection à moyen terme (eu égard à l'importance de l'élaboration de la stratégie à long terme et à la mise en oeuvre des actions à court terme).

En fait il apparaît que les informations nécessaires à ces deux filières sont, soit les mêmes, soit étroitement complémentaires, et que de toute manière l'obtention des unes est considérablement facilitée par l'obtention des autres. Si bien qu'il semble désormais préférable, plutôt que de continuer à juxtaposer, plus ou moins étroitement, deux systèmes d'information, de promouvoir un dispositif unique et cohérent d'investigations de types différents mais complémentaires et à usages multiples.

Il est évident qu'on ne traitera pas les mêmes données de la même façon selon l'utilisation à laquelle on les destinera : la pondération des unes par rapport aux autres pourra être modifiée et des simplifications seront admissibles voire nécessaires lors de l'agrégation des variables au niveau régional ou national et au fur et à mesure que l'horizon de la prévision s'éloigne. Mais il n'en reste pas moins qu'il n'y aura pas de bonne planification ni

(1) G. WINTER : le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigations en milieu rural africain.

même de bonne comptabilisation macroéconomique sans une information permettant de comprendre d'abord le dynamique des milieux et des groupes concernés par des opérations de développement.

Dans ce qui suit seront décrites les méthodes d'investigation opérationnelles c'est-à-dire destinées à fournir les informations nécessaires à de telles opérations en milieu rural.

3.3. LES ENQUETES DE DESCRIPTION D'ECHANTILLON

Elles ont déjà été présentées au paragraphe 2.3.1., page 46 comme instrument à effet intégrateur. Il reste ici à préciser leur place dans le système d'investigation et à indiquer l'ensemble des utilisations qu'on peut en faire. Jusqu'ici, c'est surtout leur intérêt pour la constitution d'une base de sondage qui a été souligné.

Les enquêtes de base permettent une compréhension approfondie du milieu, des mécanismes de son fonctionnement, et de son évolution. Même si elles font appel à des mesures, comme des évaluations de production agricole, de consommation, de surplus dégagé, elles sont de nature d'abord qualitatives, et ne cherchent pas à étudier un échantillon représentatif. Elles se proposent plutôt d'étudier un exemple dans chacun des groupes sociaux fondamentaux. Il s'agit de mettre en évidence les relations entre ces groupes, les mécanismes qui permettent, pour certains et pas pour d'autres, une accumulation productive et les conséquences de ces relations et de ces mécanismes en termes d'évolution des disparités de richesse, de revenu, de statut ou de pouvoir. La quantification n'est, il faut le répéter, qu'un outil pour mieux qualifier. L'enquête de base cherche à couvrir un large éventail de cas, mais sans s'astreindre à l'objectif de représentativité statistique.

Cependant la connaissance de moyennes et surtout d'agrégats reste indispensable, au niveau des actions microéconomiques (décision d'investissement ; choix et gestion de projet...) comme au niveau macroéconomique (politique du gouvernement ou d'une communauté locale). Dans le premier cas, il est par exemple indispensable pour la direction d'un projet de développement agricole de prévoir la croissance de

la production et des quantités commercialisées, tant pour connaître l'effet du projet sur la population concernée (les problèmes de soudure, de malnutrition vont-ils être résolus ? Quel effet l'accroissement des revenus va-t-il produire ?) que pour sa propre gestion (un accroissement de production trop faible, ou un taux de commercialisation plus bas que prévu compromettra l'équilibre financier du projet). Dans le second cas, des informations sur la production totale, la part commercialisée, le niveau de consommation, la structure de la population etc... sont tout aussi indispensables (choix des équipements et de leur emplacement, politique budgétaire, maintien des grands équilibres, mesures à prendre en cas de pénurie alimentaire, de déficit extérieur...).

Les enquêtes spécifiques, décrites plus bas, au paragraphe 3.4. pages 71-74 serviront à répondre à certaines de ces demandes. Elles seront préparées par des enquêtes de description d'échantillon qui fourniront une base de sondage structurée selon les critères de différenciation sociale les plus significatifs.

Mais, comme cela a déjà été noté, les enquêtes de description d'échantillon peuvent être un excellent moyen d'obtenir des informations riches et nombreuses, le plus souvent qualitatives, qui permettront en fin de compte d'estimer la distribution statistique des critères d'analyse les plus importants des variables quantitatives. Elles peuvent même permettre d'estimer avec une précision suffisante certaines de ces variables quantitatives, en se basant sur les déclarations des enquêtés.

La seule contrainte est de conserver une collecte légère, en une seule interview, pour conserver la taille de l'échantillon. La méthode présentée dans le note 24 (1) a déjà été testée sur le terrain,

(1) Note en cours de diffusion, sur une méthode d'enquête légère, par interview, permettant d'obtenir une estimation du budget annuel d'une famille sans observation directe ni passages répétés.

(paragraphe 5).

à petite échelle, et donne des résultats encourageants.

On profitera de la relative légèreté de ce genre d'enquête pour assurer des mises à jour régulières, tous les 4 ou 5 ans par exemple. On pourra alors examiner comment évolue la distribution des critères d'analyse les plus significatifs et percevoir ainsi la dynamique du milieu : variation des effectifs des groupes sociaux, de leurs caractéristiques, de leur place respective, de leurs comportements etc... Les enquêtes périodiques seront évidemment facilitées par les autres investigations réalisées entre temps : résultats quantitatifs précis des enquêtes spécifiques et progrès dus à la réalisation d'autres enquêtes de base, qui permettront d'affiner, de confirmer ou de corriger certaines hypothèses, d'améliorer la collecte et l'interprétation.

On réduit ainsi au minimum strictement indispensable la place des enquêtes spécifiques, à questionnaire lourd, à mesures précises et délicates qui nécessitent souvent des passages longs ou répétés. En outre, ces enquêtes spécifiques seront rattachées à un cadre général, puisqu'elles serviront à compléter les informations existantes sur des points particuliers.

3.4. LES ENQUETES SPECIFIQUES

L'ensemble des informations fournies par les enquêtes de base et les enquêtes de description d'échantillon couvre beaucoup des besoins d'information, et ceci d'une façon coordonnée. Il reste à obtenir des informations plus précises sur des points particuliers, des estimations de flux et de stocks plus exactes, nécessitant des passages plus longs et des méthodes plus délicates, que ne le permettent les enquêtes de description d'échantillon.

La connaissance des mécanismes de fonctionnement et d'évolution du milieu, la définition et le repérage des groupes sociaux significatifs, l'identification des critères d'analyse et l'estimation de leur distribution au sein de la population ont été obtenus grâce aux étapes précédentes. On est donc en mesure de procéder à une délimitation très précise du champ d'enquête et à une

stratification efficace. Il est donc possible d'estimer avec la précision voulue les variables recherchées pour chaque groupe social et pour l'ensemble de la population avec un échantillon de taille réduite ce qui est la condition absolument nécessaire pour réaliser ces enquêtes approfondies et difficiles à un coût raisonnable.

3.4.1. Enquêtes sur un sujet particulier.

Au lieu de réaliser des enquêtes lourdes à objectifs multiples, il suffira la plupart du temps d'obtenir quelques informations complémentaires.

Les enquêtes sur les prix sont un premier exemple. L'interview des enquêtes de description d'échantillon ne donne pas une mesure précise des prix. On pourra organiser des enquêtes périodiques pour relever les prix nécessaires à l'établissement des statistiques désirées.

On pourra réaliser plus économiquement certaines enquêtes complexes et lourdes, comme des enquêtes nutritionnelles, qui demandent une présence quasi-permanente dans l'unité durant plusieurs journées : on pourra en effet choisir, grâce aux enquêtes de description d'échantillon, les groupes sociaux les plus intéressants, par exemple ceux qui semblent particulièrement touchés par des carences alimentaires. On étudiera ainsi un échantillon réduit, tout en connaissant déjà une grande quantité d'autres variables relatives à la population étudiée, ce qui conduira à une interprétation beaucoup plus riche des mesures que les traditionnels croisements de critères non-pertinents évoqués plus haut.

On pourra de même réaliser à un coût réduit des enquêtes sur les budgets familiaux ou sur les temps de travaux qui sont encore plus contraignantes que les enquêtes nutritionnelles.

Pour toutes ces enquêtes, la taille réduite de l'échantillon permet en outre une formation approfondie des enquêteurs sans coût prohibitif. Cela est déterminant pour l'amélioration de la qualité des observations et donc des résultats (1).

3.4.2. Enquêtes quantitatives intégrées.

Dans certains cas, il sera nécessaire de quantifier, sur un échantillon représentatif, les variables importantes mises en évidence lors des enquêtes de base : c'est en particulier le cas pour le suivi des projets. Avant le lancement d'un projet, puis au cours de sa réalisation, on réalisera par exemple, toujours sur un échantillon réduit, mais qui sera représentatif et fournira la précision souhaitée grâce à une meilleure stratification, une enquête permettant de suivre par catégorie sociale l'évolution de la production, des échanges, de l'éventail des revenus et des stocks, de vérifier que la réaction du milieu paysan est conforme aux prévisions. On pourra ainsi avoir un suivi et une évaluation ex post du projet réellement efficaces.

Dans tous les cas, on remplacera des enquêtes, souvent à objectifs multiples, utilisant un échantillon très important, donc extrêmement lourdes, par un ensemble d'enquêtes souvent spécifiques, à objectif précis, utilisant un échantillon aussi réduit que possible. Les économies qu'on réalisera ainsi sur la gestion, dont le poids croît extrêmement vite avec la taille d'une enquête, permettront, une formation approfondie des enquêteurs, mais aussi un contrôle sur le terrain beaucoup plus efficace, un contrôle manuel des dossiers beaucoup plus complet, un dépouillement ou un prédépouillement manuel plus complet

(1) Voir la note n° 20 (M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes...), en particulier le paragraphe 6 , p. 78 à 84.

avec toute la souplesse et la richesse d'interprétation que cela peut apporter (1).

Ces enquêtes spécifiques ne constituent pas en elles-mêmes des innovations, L'intérêt de ces propositions tient plutôt à l'ensemble de la démarche qui conduit à ne recourir à des enquêtes statistiques quantitatives qu'en dernier ressort, pour atteindre des objectifs parfaitement précisés, et en se donnant les moyens de réduire autant que possible la taille de l'échantillon. C'est pour cela qu'il ne semble pas utile d'approfondir la méthodologie de ces enquêtes, qui reste somme toute assez classique (2).

(1) La plupart des méthodes préconisées dans la note n° 20 (M. SURGERS et P. VERNEUIL. La pratique des enquêtes...) ne sont utilisables que sur des enquêtes statistiques suffisamment légères, comme celles-ci.

(2) On trouvera plus de précisions aux paragraphes 3.3. et 3.4., pages 48 à 53 de la note n° 18 (P. THENEVIN. Cadre d'intégration et approche systémique).

4. PERSPECTIVES

L'amélioration de l'investigation en milieu rural pose en fin de compte quatre séries de questions, qui constituent autant de domaines de recherche du Groupe AMIRA :

- Quelle information recueillir et pour quelles utilisations, pour quels objectifs ;
- Comment recueillir pratiquement cette information et auprès de qui ;
- Comment traiter et analyser l'information ;
- Comment utiliser l'information pour la décision.

Les travaux que devrait poursuivre le groupe AMIRA peuvent être rapidement décrits en reprenant ces quatre séries de questions.

4.1. QUELLES INFORMATIONS, POUR QUELLES UTILISATIONS ET QUELS OBJECTIFS.

Il s'agit de centrer plus correctement l'investigation sur des variables fondamentales quantifiables et utiles à la décision. Il s'agit aussi de faire apparaître plus clairement la logique du système d'information en le reliant au processus de développement et de décision à différents niveaux. Les objectifs de chaque investigation en milieu rural et par conséquent les informations à recueillir doivent être définis en partant des besoins et des comportements des divers partenaires impliqués dans les actions de développement alors qu'actuellement l'investigation en milieu rural est trop exclusivement orientée pour satisfaire la demande des planificateurs macro-économistes.

Pour ce faire les travaux doivent être approfondis dans les directions suivantes :

- Les centres de décision : identification et caractérisation des centres de décision, mise en évidence des principales rela-

tions expliquant leurs comportements, analyse de la dynamique des sous-systèmes interdépendants constituant le système rural (production, organisation sociale, écosystème, Etat, extérieur). Ces travaux doivent être poursuivis dans la ligne méthodologique suivie jusqu'à présent : analyse historique, critique des méthodes d'évaluation ou d'investigation, recherches de terrain pour identifier les niveaux de décision en milieu rural etc...

- Identification des objectifs, explicites ou implicites, des centres de décision : par des enquêtes ad-hoc ou par analyse approfondie d'expérience de développement rural passées ou en cours.

- Amélioration des concepts utilisés : recherche sur les indicateurs sociaux et les indicateurs de transition ou d'évolution des milieux ruraux ; mise au point de classification caractérisant les groupes sociaux et les espaces ruraux.

- Mise au point du cadre d'intégration de l'information : dans le prolongement de l'approche systémique déjà présentée et conformément à ce qui constitue la réalité d'un processus de développement, il s'agit, au niveau des informations, d'assurer une double cohérence :

. cohérence entre d'une part les informations nécessaires au processus d'élaboration, de prise de décision et d'évaluation ex-ante des actions de développement, et d'autre part les informations correspondant au suivi et à l'évaluation ex-post des actions mises en oeuvre ;

. cohérence entre d'une part les informations nécessaires au respect des contraintes macroéconomiques (équilibres globaux du Plan ou de la Comptabilité Nationale ou Régionale) et d'autre part les informations nécessaires à l'identification des contraintes microéconomiques liées aux comportements des partenaires sociaux (filtres simulant le comportement des catégories homogènes de centres de décision).

4.2. COMMENT RECUEILLIR L'INFORMATION.

Les recherches méthodologiques devraient désormais porter en priorité sur les points suivants :

- amélioration des bases de sondage (recensements socio-démographiques, fichiers de village etc...).

- mise au point d'enquêtes de description d'un échantillon (qualitatives ou quantitatives) afin de permettre l'identification des variables-clés de développement, une stratification efficace du milieu, une caractérisation pertinente des unités statistiques observées.

- recherche de méthodes d'observation plus légères en utilisant des déclarations validées par un sondage de contrôle associé à des mesures ou étalonnages d'unités de mesure. La méthode, assez semblable à celle utilisée dans le contrôle de fabrication, permettrait d'alléger considérablement l'enquête puisque les observations longues et coûteuses ne seraient effectuées que pour une partie de l'échantillon.

- Mise au point de questions ou de questionnaires :

1) allant jusqu'aux causes et donc ne se contenant pas d'enregistrer des effets difficilement explicables ;

2) portant sur des variables ayant une signification concrète pour l'enquêté ;

- identification des simplifications acceptables en fonction des objectifs des enquêtes en ce qui concerne les niveaux de décision et leurs interactions ;

- expérimentation d'enquêtes intégrées associées au suivi d'actions de développement.

4.3. COMMENT TRAITER ET ANALYSER L'INFORMATION.

En ce domaine il convient de perfectionner un certain nombre de méthodes d'analyses et de traitements facilitant l'interprétation et l'utilisation des informations recueillies. Il s'agit de présenter en fin de compte des résultats aussi synthétiques et significatifs que possible. Les thèmes prioritaires paraissent devoir être les suivants :

- classification des groupes sociaux et des espaces ruraux en utilisant l'analyse factorielle des correspondances ou les méthodes graphiques de J. BERTIN ;

- la cartographie au service de la décision ;

- les indicateurs de transition ou d'évolution des milieux ruraux (indicateurs d'objectifs, de moyens, de résultats, par niveau de décision) .;

- les tests, filtres ou modèles de comportements que l'information doit nourrir : équilibres économiques et financiers de la comptabilité nationale, cohérences physiques régionales, modèles de comportements applicables aux différentes catégories de ruraux etc...

4.4. COMMENT UTILISER L'INFORMATION POUR LA DECISION

S'interroger sur l'utilisation des résultats de l'investigation c'est s'interroger sur le processus même de décision et d'intervention en milieu rural. La réflexion sur les expériences passées et en cours doit donc être poursuivie, et précisée en particulier en ce qui concerne les points suivants :

- comment doit évoluer le système d'information si l'on passe :

- . d'un développement conçu par juxtaposition d'actions

sectorielles à un développement intégré (et il faut enfin préciser ce qu'on entend par développement intégré),

. d'un plan de projets et / ou d'un plan d'équilibre macroéconomique et financier à moyen terme à une planification en terme de politiques à long terme associées à une mise en oeuvre permanente et ajustable et à une vulgarisation décentralisée,

. d'une supervision technique des projets à un suivi permanent et à une évaluation ex-post des transformations induites par ces projets.

- l'information réciproque des divers niveaux ou centres de décision peut constituer un instrument fondamental de développement mais cette conception ambitieuse du rôle de l'information est associée à un modèle de développement intégré qu'il convient de préciser (en recourant par exemple à une analyse de type systémique).

+ +
+

Mais le Groupe AMIRA ne peut réaliser une recherche vivante que si la réflexion théorique est constamment enrichie et réorientée par la pratique. Cette confrontation de la théorie et de la pratique, ce souci de l'application doivent se manifester de trois façons :

- participation des membres du Groupe à des actions concrètes : enquêtes statistiques, élaboration et suivi de projets de développement, planification etc...

- utilisation des travaux du Groupe dans des actions de formation professionnelle, non seulement des statisticiens mais aussi des divers responsables et techniciens du développement rural ;

- proposition du cadre d'intégration des connaissances que tentent d'élaborer les membres du Groupe pour favoriser ou enrichir

le nécessaire dialogue entre chercheurs, chargés d'études ou praticiens de disciplines diverses et contribuer ainsi à une meilleure utilisation de ces connaissances lors de la définition et de la mise en oeuvre d'un développement rural intégré.